

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 10 NOVEMBRE

JEUDI 11

N° 301

1,50

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942

En page 12

Palestine occupée

Le combat d'Al Khalil

DECLARATIONS MENAÇANTES DE BARRE ET DE BEULLAC

LE GOUVERNEMENT EN GUERRE CONTRE LES SALAIRES

BARRE AU «FIGARO»

À la télévision, à la radio, on n'entend qu'eux : le couple Giscard Barre. Le premier ministre a pris le relai du président de la République ces derniers temps, les ondes ne lui suffisent plus, hier, c'est au Figaro que celui qui disait en entrant en fonction qu'il serait économe de ses paroles, exposait sa politique.

Un nouvel avertissement pour commencer, Barre accepte d'être impopulaire, c'est à dire qu'il sera intransigeant face aux revendications des travailleurs : «Je ne peux pas dans les circonstances actuelles, sacrifier à un goût ou à un désir de popularité par des concessions ou des complaisances qui compromettraient l'effort national qui est requis (...). Je suis cependant persuadé que, tôt ou tard, les Français prendront conscience des raisons pour lesquelles je dois et je devrai souvent adopter une attitude rigoureuse».

Puis Barre confirme que son effort de rigueur s'exer-



Le secteur public particulièrement touché.

cera prioritairement sur les rémunérations, plutôt que sur les prix. Là s'arrête sa rigueur, car en ce qui concerne les prévisions sur le taux d'inflation pour l'an prochain, dont l'objectif avait pourtant été fixé par lui à 6,5 %, Barre avoue qu'il n'est sûr de rien, si ce n'est que l'objectif ne sera pas atteint : «Je considère que si nous pouvions revenir au rythme de hausse des prix que vous signalez (entre 7% et 8%), ce serait un progrès sensible...» suite p.3

BEULLAC SUR A 2

Barre, dans son interview au «Figaro», Beullac lundi soir à Antenne 2 ont tenu le langage de la fermeté. Le nouveau ministre du chômage a dit qu'il ne «céderait pas, même face aux organisations syndicales unanimes».

Ces déclarations ont été faites alors que la politique contractuelle est ou-

vertement remise en question par le gouvernement, ce qui provoque les menaces de grève de FO, et la grève effective des fédérations CGT et CFDT dans l'électricité et le gaz.

Suite p. 3

BILBAO

La police tire sur une manifestation ouvrière : 18 blessés

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE NE PARAITRA PAS LE 11 NOVEMBRE

MOZAMBIQUE

VICTOIRE DE L'ARMÉE POPULAIRE QUI REPOUSSE LES RACISTES A LA FRONTIERE

Samora Machêl, président du Mozambique appelle les combattants à la vigilance.



Voir p. 7

MERLEBACH UNE INITIATIVE POUR FAIRE LA VÉRITÉ

La CFDT va publier un document sur la mort des 16 mineurs.

Voir p.6

Marseille

LES «CHATEAUX DE CARTES» DU QUARTIER DES CARMES

Enquête de Robert Rivière

Voir p. 9

LE BASSIN DE LONGWY NE SERA PAS UN DÉSERT !

CGT et CFDT appellent à une nouvelle manifestation aujourd'hui

Enquête de Marcel MEYER

Voir p.5

CORSE : SUCCES DE LA JOURNÉE «ILE MORTE»

Voir p. 6

LE FROLINAT ANNONCE QU'IL DÉTIENT Mme CLAUSTRE

Le FROLINAT (Front de Libération Nationale du Tchad) a annoncé qu'il détenait désormais Madame Claustre, auparavant aux mains des rebelles Tou-bous d'Hissene Habre. La position du FROLINAT au sujet des prisonniers est claire : s'il détient des étrangers, il fait une enquête sur leurs activités au Tchad, et s'il n'y a pas de preuve de complicité de leur part avec l'impérialisme, il les libère. C'est ce qu'il a déjà fait l'année dernière avec le pasteur Hollara, qu'il a libéré. C'est ainsi - a-t-il déclaré - qu'il examinera le cas de Mme Claustre, car le FROLINAT ne prend pas d'otages.

D'après certaines informations, cet événement s'expliquerait par le fait que Goukouni, ancien dirigeant du FROLINAT, rallié à Hissene Habre depuis 1972 et chef de ses forces armées, aurait en mars dernier rejoint le FROLINAT.

problemes du marxisme-leninisme

1 - A PROPOS DE L'OC-GOP ET DE RÉVOLUTION !

Voir p.3

JEUNES

29^e SALON DE L'ENFANCE

Reportage Pierre PUJOL

LA «PROTECTION» DE LA NATURE ET CELLE DES MINEURS

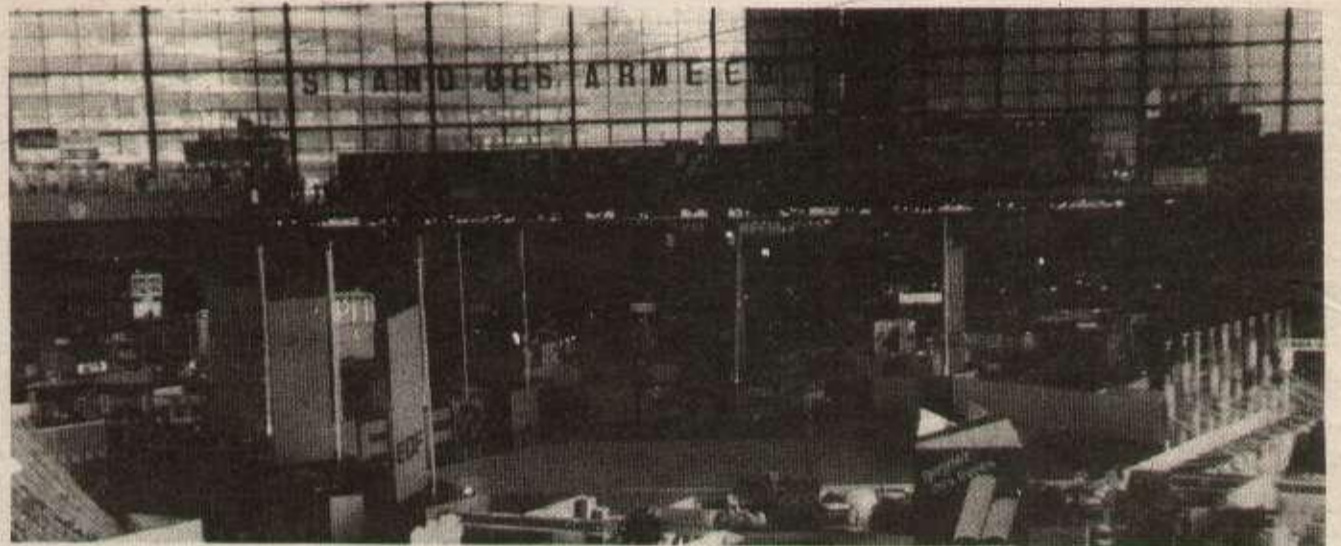
Le salon de l'enfance

LE DERNIER PARADIS ARTIFICIEL

A interroger les enfants venus au Salon, on remarque combien chez tous l'intérêt est grand pour les jeux sportifs proposés. Qu'y a-t-il d'étonnant à cela ? La plupart des élèves de France n'ont pratiquement pas l'occasion de faire du sport à l'école ou au lycée. Une statistique toute fraîche révèle que les écoliers français ont droit à moins de deux heures d'éducation physique par semaine, parfois à 0 heures ! Peu de stades aménagés, presque pas de profs, pas de centres sportifs dans les quartiers : toutes les conditions sont réunies pour priver les jeunes de la pratique du sport, nécessaire à leur développement physique. Or ce sont précisément des activités sportives, attrayantes, que le Salon propose aux enfants enchantés ! Et c'est là toute la malhonnêteté et la manoeuvre, tous ces jeux sont patronnés par les flics, les mêmes flics qui contrôlent et agressent les jeunes à longueur d'année ! Se camoufler derrière le sport ? C'est très exactement cela et les jeunes ne s'y trom-

pent guère «oui, je sais que c'est les flics qui animent ces jeux ! Mais ce n'est pas parce que j'y joue que je vais changer d'avis sur eux !» m'a confié un jeune à la sortie d'un de ces jeux.

L'autre attraction qui est un grand centre d'intérêt a trait à la nature, la qualité de la vie. Sans parler de l'escroquerie qui consiste à faire croire que protéger l'environnement consiste à développer l'état d'esprit «ne jetons pas de papiers gras», la pièce accordée au thème de «la qualité de la vie» traduit la profondeur des aspirations de la jeunesse à un autre cadre de vie. Mais quelle vie, quelles villes le capitalisme offre-t-il à la jeunesse ? Du béton aligné à l'infini, des espaces verts absents ou rachitiques, des campings chers où on s'entasse ! Face au rejet de l'urbanisme, du béton et de la pollution, lié à l'anarchie de la société capitaliste, le pouvoir veut faire croire qu'il agit pour que ça change. Mais là aussi, parmi tous ceux qui ont réfléchi à cette question, bien peu y croient.



UNE PEINTURE REACTIONNAIRE DE LA CAMPAGNE

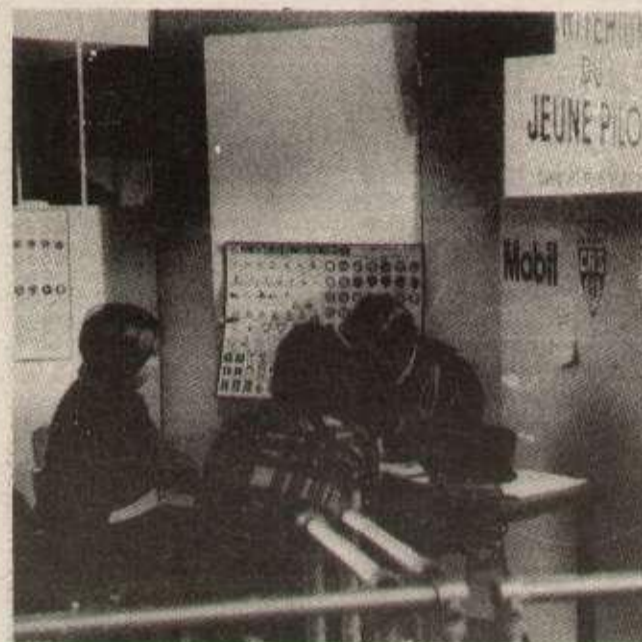
Le jeu du parfait élève : le lactorama

MM. Aillet et Allain, de la Chapelle sur Erdre, viennent de mettre au point un nouveau «jeu de société», le «lactorama», commercialisé au prix de... 70 F. Ce jeu consiste à se mettre dans la peau d'un producteur de lait à la tête d'une exploitation et d'un élevage. Le joueur doit effectuer un parcours à travers toutes les saisons et affronter un certain nombre de situations : louer des terres, acheter et vendre des bêtes, engranger le foin, emprunter à la banque, faire face aux épidémies et aux intempéries. Par «une gestion bien menée» l'éleveur peut corriger la portée des événements, investir dans la terre

plutôt que dans le cheptel, etc... A la fin de chaque saison les joueurs tirent un bilan de l'exploitation, à l'aide d'éléments de technique agricole et d'économie.

Ce jeu destiné aux jeunes à partir de 13 ans colporte toute une vision de la campagne et de la paysannerie. D'une campagne faite d'exploitations qui vivent chacune pour elle-même. A la différence du Monopoly, il n'y a aucune interaction entre les joueurs, qui jouent chacun pour soi. Le paysan est présenté sous les traits d'un chef d'entreprise qui, selon qu'il est plus ou moins doué et qu'il a plus ou

moins de chance (la fatalité, toujours) peut végéter ou réussir. On ne trouve point de ces calamités qui n'ont rien à voir avec la fatalité, qui écrasent et endettent le paysan, telles que le Crédit Agricole, les coopératives et les trusts agro-alimentaires. La division entre petits et gros serait au fond déterminée par le hasard et les capacités individuelles ! Au total un jeu pour inculquer aux enfants une vision falsifiée de la campagne. Il faut signaler tout de même que ces deux inventeurs sont des techniciens agricoles et aussi que leur invention a reçu la bénédiction des organismes officiels...



L'Espagne carliste donnée comme modèle aux enfants

Sur 2000 mètres de Salon, est présenté cette année un soi-disant «Village Espagnol» où sont proposés l'artisanat, le folklore, le tourisme espagnol. Un certain regard sur l'Espagne, d'où les travailleurs sont exclus et les crimes de Juan Carlos tot'ement gommés. Une idée de Giscard pour faire plaisir à son visiteur...

«C'était la vogue de la pop'music»

Le Salon est l'expression à chaque période des thèmes idéologiques dominant de la bourgeoisie en direction de la jeunesse. Entre 66, Salon de consommation, et 76 il y a eu du changement. «C'est tout à fait différent de ce que j'ai connu, le Salon, a beaucoup changé en dix ans» nous confie un visiteur. «Il y a dix ans, j'étais venu au Salon avec des copains. Je me souviendrais toujours d'une ambiance dominée par la musique, c'était la pop à l'époque ! Partout les haut-parleurs en diffusaient. Les jeux étaient centrés sur l'espoir de devenir une vedette de la chanson, c'était les minables illusions qu'on voulait donner aux jeunes. On gagnait en jouant un poster de sa vedette préférée, un badge, un disque ou un album. Des vedettes venaient chanter. L'autre thème c'était la voiture, de course de préférence, ça attirait beaucoup !»

Mais où est donc passé le nucléaire ?

A côté du stand de la forêt se tient un stand de l'EDF. On y trouve des jeux basés sur des expériences électriques (magnétisme) et une galerie racontant les réalisations de l'EDF. Mais même en faisant le tour, on ne trouve rien sur les centrales nucléaires, dont l'EDF a l'habitude de se vanter ! Pourquoi cette discrétion soudaine ? La peur de voir le Salon déranger par les manifestants ? La peur de voir mis par terre le grand discours sur l'environnement, thème central du Salon, de manière trop visible ?

Quand on prend les enfants pour des débiles...

Au stand «Lactel», la marque de lait en carton, un jeu particulièrement écoeurant est organisé. Une dizaine d'enfants sont sur une tribune. Un animateur leur énonce successivement les mots «magiques Lactel», «Brik», «lait» et les enfants doivent lever un bras, deux bras, ou taper dans les mains ! Une scène où le mépris des enfants s'étale sans vergogne...



Au stand de la police (brigade des mineurs) des affiches pour tenter de justifier la multiplication des opérations policières contre la jeunesse. Ci-dessus un humour policier particulièrement révoltant.

LE GOUVERNEMENT CONTRE LES SALAIRES

BEULLAC A ANTENNE 2

Suite de la p. 1

En décembre 69, Chaban inaugurerait la politique contractuelle par laquelle il achetait la «paix sociale» dans certaines catégories : EDF, fonction publique. Ces accords renouvelables chaque année assureraient une progression de l'indice du pouvoir d'achat (2% pour l'EDF) mais le calcul étant effectué sur la base des chiffres officiels, il s'agissait plus d'accords de dupes que d'accords de «progrès». En réalité, le pouvoir d'achat des travailleurs de la fonction publique connaissait une lente régression. C'est encore insuffisant pour Barre, qui veut accélérer la baisse du pouvoir d'achat. Aussi est-il décidé à remettre en cause ces accords, revenant sur la clause de «progression» du pouvoir d'achat en limitant les hausses de salaires à la hausse de l'indice des prix. Ce qui annonce non seulement pour le secteur public mais également pour un secteur comme la métallurgie, où chaque année des conventions par branches sont signées, l'intransigeance du gouvernement et des patrons qui refuseront des augmentations judiciaires.

Mais en remettant en cause la politique contractuelle, le gouvernement affaiblit sa position, dans la mesure où c'était une des rares moyens qui lui assurait un minimum de

consensus dans les secteurs concernés. Ainsi, la direction de FO pourtant si servile est obligée, sous la pression de sa base, de menacer de faire grève.

Le gouvernement n'a plus les moyens aujourd'hui d'acheter la «paix sociale», ni sur le plan économique, ni sur le plan politique.

Le renouvellement des contrats peut être dans ces conditions l'occasion de nouvelles luttes d'une très grande ampleur contre le plan Barre. Les directions syndicales essaieront de limiter les luttes à la reconduction des anciens accords, mais il n'est pas exclu que le gouvernement lâche un peu de lest sur ce terrain

pour pouvoir appliquer les autres aspects de sa politique : en particulier les restructurations. C'est pourquoi l'objectif de ces luttes ne doit pas être la reconduction d'accords de collaboration de classe, mais l'abandon du plan Barre dans son ensemble.

Bergeron à sa sortie de chez Barre.



BARRE AU «FIGARO»

Suite de la p. 1

Enfin Barre annonce, c'est le deuxième volet de son plan, des mesures en faveur de l'investissement afin de «favoriser la restauration de la situation financière des entreprises.» Mais ces aides ne seront pas distribuées à toutes les entreprises, uniquement à celles qui seront compétitives. La sélection se fera par une pression plus forte de la concurrence notamment. Barre et ses interlocuteurs du Figaro se montrent particulièrement muets sur un point : l'augmentation du chômage, or c'est bien la conséquence directe la plus grave de cette politique de restructuration.

Budget

CRISE DES MOYENS DE DEFENSE ET ARMEE DE GUERRE CIVILE

L'impérialisme français a-t-il les moyens de sa politique militaire ? Se les donne-t-il ? Telle est une des questions qui a fait l'objet du débat de l'Assemblée Nationale sur le budget de défense. On relève en effet que, si les dépenses de fonctionnement, consacrées notamment à la paye des militaires de carrière, aug-

mentent plus rapidement que le budget d'ensemble de la nation, les dépenses d'équipement, elles, stagnent à peu près (ne connaissant que 0,4 % d'augmentation relative). L'avenir, de ce point de vue, est encore plus douteux : malgré 1,3 milliards supplémentaires («d'autorisations de programme») (engagements de dépenses pour les années à venir), celles-ci connaissent une augmentation trois fois moins rapide que l'ensemble du budget. Au reste, d'où vient cet argent supplémentaire sorti par Bourges en dernière minute, comme un lapin d'un chapeau ? Ne correspondrait-il pas, tout simplement, à ces programmes de dépenses déjà engagés, et dont on ne sait trop dans quelles poches ils vont aboutir, sinon dans celles de Dassault et autres capitalistes fournisseurs de l'armée ?

Déjà, depuis plusieurs mois, la question du coût plus élevé que prévu de la force nucléaire fait l'objet de

la discussion des milieux militaires ; malgré un léger accroissement en valeur relative des dépenses de l'armée dans ce domaine, les sommes dégagées cette année ne permettront ni la mise en route du sixième sous-marin nucléaire lance-engins, ni celle de la deuxième génération des missiles tactiques nucléaires Pluton.

Globalement, avec une part de 3 % du produit national brut consacrée aux dépenses militaires (6 % pour les Etats-Unis, certainement plus pour l'URSS), la France capitaliste ne s'avère guère capable de disposer des matériels nécessaires à une défense efficace. Cela s'ajoute à son refus de compter sur la mobilisation populaire.

Messmer, rejoignant en cela tout un secteur gaulliste en accord avec le livre du général Gallois, «l'adieu aux armées», propose pour résoudre cette question des moyens de défense de

recourir à l'armée de métier. Cette solution, qui n'est pas pour l'instant retenue par le pouvoir, est sérieusement envisagée par divers spécialistes de la bourgeoisie. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement d'assurer une défense extérieure, mais aussi de disposer d'une force en mesure de faire face aux mouvements populaires à venir.

Déjà, les effectifs «professionnels» de l'armée, à la suite de la politique suivie, sont devenus nettement supérieurs à ceux du contingent (alors qu'en 1970 ils étaient sensiblement égaux). L'augmentation du «budget de fonctionnement» cette année, correspond à la volonté de disposer d'un corps de mercenaires prêts à tout parce que grassement payés. Et la seule arme qui ait connu une progression de ses effectifs au cours des années passées est la gendarmerie, dont on connaît la mission de stricte répression intérieure.

problemes du marxisme-leninisme

10

1-A PROPOS DE L'OC GOP ET DE REVOLUTION

Faut-il envisager sous l'angle de l'idéalisme historique ou sous l'angle du matérialisme historique l'histoire du mouvement marxiste-léniniste, telle est bien la question que nous posons à Révolution qui nous semble avoir choisi la première démarche.

En effet, Révolution caractérise d'une manière unilatérale et sans appel toute la période qui s'engage en URSS au lendemain de la mort de Lénine. Alors, selon elle, surgit une contre révolution qui se marque notamment :

«Par la répression systématique de la classe ouvrière et l'aggravation de son exploitation et de son oppression».

«Par la liquidation des acquis de la révolution sur le plan familial, social, culturel et idéologique».

Les communistes chinois, quant à eux, indiquaient : «La question de Staline est une grande question, une question d'importance mondiale qui a eu des répercussions au sein de toutes les classes du monde et qui, jusqu'à présent encore, est largement controversée. Les classes et les partis politiques ou factions politiques qui représentent les différentes classes ont des opinions divergentes sur cette question. Et il est à prévoir qu'une conclusion définitive ne puisse lui être donnée en ce siècle. Cependant au sein de la classe ouvrière internationale et des peuples révolutionnaires, la majorité des gens ont, au fond des opinions semblables : ils n'approuvent pas la répudiation totale de Staline. C'est pourtant à une répudiation totale de Staline que se livre Révolution, qu'elle accuse d'avoir restauré le capitalisme en URSS, alors que le point de vue des communistes chinois et albanais est qu'il a défendu et consolidé le premier Etat socialiste dans le monde. Nous examinerons ensuite les erreurs et déviations qui ont marqué cette construction du socialisme et rappelons que nous ne prétendons pas traiter à fond ici la question de Staline, ni définir dans ce cadre la position du PCR sur cette question. Toutefois, traitant de la référence au marxisme-léninisme, nous devons bien faire une incursion dans cette question et en fournir quelques points de repère.

La démarche de Révolution pose quelques problèmes, et pas seulement celui de sa contradiction totale, flagrante avec celle des partis communistes dont la référence au marxisme-léninisme n'est pas à notre connaissance remise en cause par elle.

Comment se fait-il, si comme le dit Révolution, l'aggravation de l'exploitation et de l'oppression de la classe ouvrière, qui rappelle la sorte de la domination du féodalisme tsariste, était établie, comment se fait-il que l'Union Soviétique ait pu figurer pour des millions de prolétaires l'espoir socialiste, comment aurait-elle pu focaliser à ce point la haine de la bourgeoisie et le soutien indéfectible du prolétariat, comment pouvait-elle illustrer à ce point la haine de la bourgeoisie et le capitaliste. Que pendant plus de trente ans, la majorité de la classe ouvrière dans le monde entier ait pu considérer l'Union Soviétique comme sa seconde patrie ne peut provenir d'une gigantesque manipulation. D'ailleurs Khrouchtchev et ses successeurs ont bien tenté de maintenir le capital de prestige de l'URSS dans le prolétariat international, mais ils n'y sont pas parvenus. Aujourd'hui au contraire, la majorité des travailleurs ne voit pas dans l'URSS l'incarnation de leurs aspirations, mais l'image repoussante d'un capitalisme qu'ils ne veulent pas subir.

A tel point que les partis qui se sont rangés, naturellement pour beaucoup d'entre eux, dans le camp du révisionnisme et de la scission du mouvement communiste international, prennent grand soin d'indiquer aujourd'hui qu'ils ne veulent surtout pas s'inspirer du régime soviétique.

Il est insoutenable de reconnaître, ce que personne ne peut nier, l'attachement, la confiance des ouvriers révolutionnaires pendant plus de trente ans dans l'Union Soviétique de Staline et d'affirmer, en même temps «l'aggravation de l'exploitation et de l'oppression de la classe ouvrière en URSS», après la mort de Lénine. Un capitalisme plus féroce que celui que les ouvriers russes avaient connu du temps des tsars ? Allons bon, est-ce pour cela que des milliers de communistes dans le monde entier sont tombés sous les balles nazies, le nom de Staline à la bouche, à qui le fera-t-on croire ?

(à suivre)

● L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS POUR TOUT LE MONDE : 19% d'augmentation des dépenses pour la paye des officiers et sous-officiers l'an prochain : parions que Barre n'en lâchera pas volontiers autant aux gaziers et aux électriciens. Les soldats du contingent, eux, auront un franc de plus par jour, soit moins de 250 francs par mois : voilà les budgétivores !

LUTTES OUVRIERES

Autour de la journée «portes ouvertes» à Palente...

LIP : AUJOURD'HUI ET DEMAIN ...

C'est effectivement sous le signe du futur qu'entendait se placer la section CFDT Lip en offrant comme thème à cette journée : «Lip, déjà demain... Tout un projet défini depuis plusieurs semaines et que les travailleurs sont invités à préparer par la relance de petites productions. «Vaincre le pourrissement et l'isolement par un effort de «dynamique interne» à l'intérieur de l'entreprise», «s'organiser à l'intérieur de l'entreprise de telle sorte que celle-ci devienne un lieu d'échanges, de réalisation, de production», les objectifs proposés sont ainsi résumés dans le dernier numéro de «Lip-Unité». L'organisation de la journée de samedi visait à exposer les premières réalisations : assiettes ornées de mots d'ordre de la lutte, broderies, etc.

A côté de l'exposition des travaux de ces ateliers, les anciens bureaux directoriaux avaient été requis pour y tenir des carrefours permanents : les femmes de Lip qui avaient vivement protesté en mai dernier contre le fait qu'il ne leur ait été laissé aucun moyen d'ex-

pression pouvaient y tenir cette fois leur stand, les paysans du Jura, les Réo qui projetaient leur montage de diapositives tandis qu'à l'autre bout de l'usine, d'autres «Réo» et des ouvrières de la CIP vendaient leur produc-

Toute la journée, l'attention portée aux Lip, à leurs espoirs, est venue confirmer le capital d'intérêt et de sympathie qui existe parmi les travailleurs de Besançon et de la région pour les licenciés de l'usine de Palente : les Lip ne peuvent en tirer qu'encouragement et détermination à poursuivre la lutte contre le chômage.

Mais les questions qui leur ont été posées sur le cours actuel de la lutte reprenaient pour une part les interrogations dont la section CFDT faisait elle-même lucidement état dans sa lettre d'invitation : «Lip, est-ce fini ?», «Est-ce un conflit sans âme et sans imagination ?»

«Je comprends, répondait un jeune ouvrier de

Lip, que ceux qui viennent à l'usine en temps normal ont l'impression qu'une certaine routine nous gagne et que nous sommes de moins en moins nombreux. Mais est-ce si facile...», «On a l'impression qu'il n'y aura pas de solution avant longtemps. Alors on cherche les moyens de tenir».

Un des sept licenciés de Borel-Soret qui s'étaient proposés d'emblée pour préparer la «choucroute-partie» le samedi soir questionnait à son tour : «J'ai quand même le sentiment que la «communauté» Lip tourne un peu sur elle-même...» Un de ces nombreux travailleurs de Lip qui a participé avec ardeur à tous les développements du conflit en 1973 répondait : «On a relancé les petites

productions et je pense que demain la presse parlera de nous. Cela ne nous empêche pas de continuer d'organiser des manifestations - démarches pour rappeler aux représentants des pouvoirs publics que nous existons».

Lip, déjà demain... Mais qu'est-ce qui a tant changé depuis 1973 ? La section CFDT faisant état des modifications dans la situation politique depuis trois ans, avance cette explication : «Le rapport des forces politiques s'est déplacé d'une façon telle qu'une victoire de la gauche apparaît de plus en plus crédible rendant du même coup sa marge de manœuvre plus délicate». Voilà un point de vue qui n'enthousiasme guère nombre de travailleurs de Lip : «Autant je crois que nous aurons encore les pieds dans la neige cet hiver, autant je ne suis pas du tout persuadé que la gauche, si elle vient au pouvoir, résoudra positivement notre conflit. On n'a pas eu besoin d'elle pour gagner en 73. Alors qu'apporterait-elle ? Une petite régie Lip ou quelque chose dans le genre qui reprendrait cinquante ou une centaine d'entre nous, les ingénieurs en premier ? Droite ou gauche au pouvoir, une solution qui maintienne les

emplois, il faudra l'arracher !»

Lip, déjà demain ? Et si au lieu de s'enfermer à peindre des assiettes pendant seize longs mois, il s'agissait de se lier — sans complexe, puisqu'on est maintenant un conflit parmi tant d'autres », comme le reconnaissait un Lip — à tous ceux qui aujourd'hui, à Besançon notamment, sont déjà en lutte ou aspirent à l'engager, et déterminer avec eux sans plus attendre les cibles d'une action commune contre le plan de crise de la bourgeoisie ? Les ouvriers de Peugeot, de Borel, tant d'autres de Zénith, Bourgeois, Sifop, Kelton ont témoigné, par leur présence même samedi, qu'ils étaient attachés à cette perspective. N'est-ce pas là le moyen le plus efficace de préparer «demain» ?

RECTIFICATIF

Dans notre édition d'hier, une malencontreuse erreur nous a fait écrire au début de l'article sur Lip, page 5 : «1 200 personnes ont participé...». Il fallait lire bien évidemment «12 000 personnes...» ainsi d'ailleurs que nous l'avions déjà dit dans notre premier compte-rendu publié dans l'édition de lundi.

SCHLUMPF : APRÈS UN NOUVEAU SUCCÈS DE LA JOURNÉE «PORTES OUVERTES»

Porter la lutte à un niveau supérieur

«Quelque chose d'important est en train de se produire en Alsace», telle est la conclusion unanime qui est tirée après le nouveau succès de la journée «portes-ouvertes» organisés à Erstein qui a rassemblé en fait entre douze cents et quinze cents personnes dimanche dernier. Les travailleurs et leurs sections syndicales CFDT et CGT sont plus que jamais décidés à n'accepter aucun licenciement. La bourgeoisie en est d'ailleurs parfaitement consciente puisqu'à ce jour, elle n'a pas encore osé annoncer définitivement de solution prévoyant des licenciements, la décision étant reportée de jour en jour...

La prise de conscience qui se fait jour chez les travailleurs et leurs délégués ne se limite plus seulement au cas Schlumpf mais va beaucoup plus loin. Il est clair désormais qu'il s'agit d'offrir des perspectives de lutte, non seulement aux travailleurs du groupe, mais à tous les travailleurs de la région menacés de licenciement : Clark à Strasbourg, Costimex, également à Strasbourg, Tricot-France à Colmar, Raclat près de Sainte Marie-aux-mines, DMC Arts Graphiques à Mulhouse. Il est clair aussi qu'il s'agit d'organiser les cinquante mille personnes qui du Nord au Sud de l'Alsace sont venues depuis quelques semaines soutenir les «Schlumpf» dans leur lutte.

Mais comme le disait un délégué du personnel : «Il n'est plus possible qu'une section syndicale à elle seule prenne en charge ce problème, il faut agir à un niveau supérieur». J. Kaspar, responsable de l'UD-CFDT rejoint cette analyse lorsqu'il déclare : «Après Malmerspach et Erstein, il faut porter la lutte à un niveau supérieur et surtout il faut que cette lutte ne se limite plus seulement aux problèmes d'emploi mais qu'elle prenne en charge d'une manière globale les revendications sur les salaires, les conditions de travail

et la sécurité sociale». Pour y parvenir, il est nécessaire de coordonner les entreprises actuellement en lutte afin qu'elles constituent en quelque sorte un pôle d'attraction qui offrira un débouché valable aux aspirations des autres travailleurs qui se posent la question d'entrer en lutte.

Quelles initiatives concrètes compte prendre l'UR-CFDT en ce sens ? A ce jour, aucune réponse ! Une réunion régionale prochaine des sections syndicales CFDT confrontées aux problèmes des licenciements tentera

d'apporter une réponse à cette importante question. Mais, une première étape dans la coordination régionale des luttes sera peut-être franchie le 26 novembre, date à laquelle Giscard viendra à Strasbourg, puisque, comme l'a indiqué J. Kaspar, la CFDT prévoit d'ores et déjà une manifestation régionale d'ampleur à cette occasion.

En attendant, on peut regretter que sur Strasbourg et Mulhouse, la popularisation par les organisations syndicales CGT ou CFDT de la journée «portes ouvertes» dimanche dernier à Erstein ait été quasi-nulle, car le soutien des travailleurs alsaciens aux Schlumpf aurait été plus important encore.

AUTOUR D'UN QUART DE RIESLING

Deux vieux travailleurs en retraite de la région de Mulhouse abordent le journaliste du Quotidien du Peuple : «Vraiment, ce Giscard se moque de nous ! Que veut-il de plus ? Il nous licencie, il augmente les impôts, bloque les salaires et en plus, trouve qu'on vit au-dessus de nos moyens. En attendant, lui ne se gêne pas pour faire des safaris en Afrique qui coûtent des millions». Le journaliste approuve et pose la question : «Que faut-il faire contre un tel régime ?». «Vous savez, nous les Alsaciens, nous sommes patients, mais quand on tire trop sur la corde, alors là, on devient méchants. Je pense qu'il faudrait une vraie révolution comme en 1789. Seulement, au lieu de prendre la Bastille les travailleurs devraient prendre en mains, le pays tout entier».



Erstein : le stand de la vente de laine

DANS LES ALLÉES DE L'USINE LIP... TROIS NOTABLES PS EN CAMPAGNE ÉLECTORALE...

Dans l'après-midi de samedi, parmi la foule qui se pressait dans les couloirs de l'usine, quelle surprise d'apercevoir trois visiteurs qui auraient bien voulu qu'on ne les remarque pas !

Messieurs Pinard, Mercadier et Schwindt, trois notables «socialistes» bisontins qu'on ne s'attendait pas à voir là. Les deux premiers sont conseillers généraux, le troisième, député, brigue la tête de liste municipale PS pour 77 en remplacement de Minjoz, le maire sortant dont la sénilité et le manque de «délicatesse» dans les rapports avec les travailleurs de la commune ternissent l'image de «parti dynamique et populaire» que tient tant

à se donner le parti de Mitterrand : qu'on se rappelle la vigueur et la promptitude avec lesquelles Minjoz a envoyé les chauffeurs de bus grévistes devant le tribunal pour «atteinte à la liberté du travail», il y a à peine un mois ! Pinard en déambulant en toute quiétude dans les allées de l'usine Lip espérait peut-être faire oublier les propos vulgairement anti-ouvriers qu'il avait lui aussi tenu contre les chauffeurs de la CTB.

A Lip, les trois compères menaient discrètement campagne pour 77 et 78. Mais que peuvent en attendre les Lip ?

MEETING - MARSEILLE -

Mercredi 10 novembre à 20 heures salle Guernica, 14 bis rue de Lodi : NON AU PLAN BARRE ! discutons des perspectives ouvertes après le 7 octobre. La bourgeoisie est en crise, préparons l'offensive ouvrière, n'attendons pas 78 ! MEETING-DÉBAT ORGANISÉ PAR LE PCRml.

LUTTES OUVRIÈRES

LE BASSIN DE LONGWY NE SERA PAS UN DESERT

Licenciements, chômage partiel, menaces sur l'emploi, répression des luttes, telle est la situation faite à la classe ouvrière dans tout le bassin de Longwy. Après les mobilisations du 7 octobre et du 23 octobre (manifestations et «ville morte» lors de la venue du préfet), les syndicats CGT et CFDT appellent à une nouvelle manifestation aujourd'hui 10 novembre.

TRANSFORMER LE BASSIN EN DÉSERT : C'EST LE CHOIX DE LA BOURGEOISIE

C'est d'abord la Chiers où les menaces sont les plus importantes puisque c'est la disparition de 3 000 emplois qui est en jeu. Après la réunion de différentes sociétés (Châtillon, Neuves-Maisons, la Chiers, etc) le choix a été fait par la bourgeoisie de créer une nouvelle aciérie à Neuves-Maisons et de liquider l'usine actuelle de Longwy.

Mais alors que cette liquidation devait se faire en «douceur», la bourgeoisie est contrainte d'accélérer sa restructuration. C'est dans l'immédiat, 600 emplois qui sont supprimés. Dans l'usine, c'est la mise en veilleuse d'un haut fourneau, la création d'un groupe de «Polyvalents», travailleurs utilisés ici ou là au gré de la direction, en fait, c'est une mesure destinée à provoquer le «départ volontaire» des ouvriers refusant cette déqualification. Si la Chiers est la plus grosse entreprise où les travailleurs sont menacés, dans d'autres usines de plus faible importance, le patronat entend lui aussi restructurer. Aux fonderies de Gorcy-Labbé, le patron voudrait liquider le secteur fonderie (là où la concurrence des grosses boîtes est importante) et ne conserver que la tréfilerie. Après diverses menaces, il passe aux actes ; décidant 50 suppressions d'emplois, vingt en ne compensant pas les départs, et 30 licenciements. Pour diviser les travailleurs, vingt de ces licenciements auraient lieu pour «cause économique» (les ouvriers toucheraient alors 90%) et les autres pour cause disciplinaire. Il pousse même le cynisme jusqu'à convoquer les travailleurs concernés dans son bureau pour leur déclarer : «que ce n'est pas sa faute, qu'en raison de la conjoncture...». A l'usine de Réhon-Providence, la direction propose un véritable, contrat anti-grève aux travailleurs.

Voilà les termes de son marché : pour pouvoir décider la direction générale du groupe Cockerill à construire une nouvelle aciérie d'ici 1980, il faut que vous vous engagiez à faire la production de 1974, à 5% près. En contre partie, nous vous donnons une prime de 4%, de 2% si tous les postes ne sont pas travaillés mais l'objectif atteint tout de même. Quand on sait que dans le même temps les mesures de chômage partiel sont maintenues, que l'année 74 est une année de production record pour la sidérurgie, que la nouvelle aciérie ne signifie pas créations d'emplois, les véritables projets de la direction apparaissent : obtenir des travailleurs un marché de dupe, intensifier l'exploitation, liquider et licencier une fois son projet accompli, une fois ses installations arrivées à

leur fin. Aux Faïenceries, outre la lutte pour les salaires et l'emploi, c'est grâce au chantage, au dépôt de bilan, que la direction a obtenu la reprise du travail. Mais rien n'est réglé et un administrateur provisoire doit être nommé prochainement.

A la SLPM, pendant près de deux mois, les travailleurs ont mené la lutte pour les manœuvres, 7% pour tous. Les flics sont intervenus pour faire évacuer l'usine occupée. A cela, il faut ajouter les 1600 chômeurs enregistrés à l'ANPE. Mais de nombreux jeunes, de nombreuses femmes ne sont pas inscrits. Il y a enfin le chômage partiel dans toute la sidérurgie : deux jours par mois et une semaine pour les fêtes de fin d'année. Et ce n'est pas le plan Barre qui permettra de redresser la situation. Quelles perspectives pour les travailleurs ? Aller travailler en Belgique ou au Luxembourg alors que la décision de fermer l'usine d'acier vient d'être prise, que d'importantes mesures de chômage partiel, y sont décidées ?

«LA NATIONALISATION : UNE MEILLEURE RESTRUCTURATION», DIT LE P(C)F

Ce projet de désertification du bassin de Longwy fait l'unanimité contre lui : mais la bourgeoisie en même temps qu'elle entend mener ses projets de restructuration, espère empêcher les luttes ou du moins les maintenir dans un cadre très étroit. Ainsi, dès les mesures de restructuration de la Chiers, les mêmes de Longwy et des environs, diverses personnalités politiques (de tendance «majorité présidentielle» en gros) prenaient l'initiative de constituer un «comité de sauvegarde». Ce sont eux qui sont à l'initiative de la journée du 25 ou du moins en ont dans une certaine mesure, profité. Ce comité n'hésite pas, pour tromper les travailleurs, avec l'aide de FO, à faire preuve de démagogie. D'autre part, les partis de «gauche» et les syndicats CGT et CFDT ont eux aussi constitué un comité de défense qui n'a pas eu jusqu'à maintenant un rôle d'impulsion des luttes, il paraît plutôt avoir été créé pour contrebalancer l'influence du premier, pour

servir de contre-poids au camp du programme commun par rapport à la bourgeoisie en place. Politansky, conseiller général du P(C)F, ne déclarait-il pas : *«Nous ne sommes pas contre les restructurations, puisque nous préconisons la meilleure : la nationalisation»*. Voilà qui marque clairement les projets du P(C)F. Voilà qui éclaire aussi d'un jour nouveau ce que le P(C)F entend par «nationalisation».

Au nom de la production, de la lutte contre l'anarchie, ce sera toujours pour les travailleurs, le chômage, le déplacement arbitraire. Le P(C)F ne propose-t-il pas aussi d'aller voir le conseil de l'ordre des médecins, les petits commerçants, pour protester contre les licenciements. C'est qu'il vise en fait à prendre la place des notables qui détiennent actuellement les mairies. Les municipales ne sont pas loin : dans toute sa propagande, la seule perspective offerte, c'est le programme commun.



APRES LE 25,
APPROFONDIR LA VOIE
DE LA LUTTE

Mais chez les travailleurs, ce n'est pas la résignation qui l'emporte. Même si on ne voit pas clairement les perspectives, même si l'idée existe qu'il est peut-être trop tard pour se battre pour la Chiers. Ainsi, si les débrayages étaient faibles habituellement à l'usine de la Chiers, la journée du 7 a été particulièrement suivie. C'est aussi le courant de sympathie important dont ont bénéficié les travailleurs de la SLPM, et des Faïenceries à travers les collectes de soutien, les délégations. La journée du 25 dans la manifestation et le rassemblement, pendant la table ronde organisée par le préfet, marquait une volonté de lutte importante, une révolte contre les mesures de la bourgeoisie. Aujourd'hui, mercredi 10 novembre, une nouvelle journée d'action est proposée par la CGT et la CFDT pour le maintien de l'emploi, le pouvoir d'achat, la nationalisation de la sidérurgie. Deux voies sont ouvertes au cours de cette journée : une journée pour limiter la volonté de lutte des travailleurs, pour attendre 78, ou bien une journée pour développer l'offensive ouvrière, pour refuser ces mesures, pour combattre le plan Barre, dans son ensemble. C'est dans ce sens que les luttes de la Faïencerie et de la SLPM ont engagé la riposte. C'est dans ce sens que les travailleurs de Réhon-Providence ont créé un comité CGT-CFDT-APF pour développer l'unité populaire, pour refuser dans l'usine, le chantage de la direction, en se battant pour la sécurité de l'emploi, les revenus, et la sécurité du travail !

Marcel MEYER

CGEE Alsthom (Villeurbanne) : contre le salaire au rendement

Depuis plus d'une semaine, des débrayages tournants sont organisés par les deux sections syndicales CGT et CFDT. Partie d'un atelier d'OP (PEA) contre la diminution des primes de rendement et pour la suppression des feuilles de temps individuelles, la lutte s'est étendue à un atelier de femmes OS qui demandent une révision de tous les temps ainsi qu'une prime minimum garantie. Vendredi dernier, un troisième atelier débraya à son tour contre les brimades individuelles et posant aussi la question du rendement. Les formes de lutte et les revendications avancées dans chacun des trois ateliers sont spécifiques mais le problème de fond est le même : «Nous ne sommes pas des machines, nous voulons travailler selon notre propre rythme» disent les travailleuses de la CGEE.

Reims : unité autour de Tiss-Métal en lutte !

A Tiss-métal, depuis une quinzaine de jours, les travailleurs sont en lutte à l'appel de la section CGT pour les salaires à 2000 F minimum, la 5^e semaine de congés payés, et le retour à 40 h.

Depuis, la direction n'a pas cessé d'engager des provocations : menaces verbales et physiques envers les délégués, tentatives d'enfoncement des piquets de grève, distributions de tracts pour diviser les travailleurs.

Vendredi, cinq militants de la CGT étaient traduits devant le tribunal des référés pour occupation des locaux. Lundi, ce sont les gardes-mobiles qui sont intervenus pour dégager les portes.

Cette manœuvre a échoué puisque les non-grévistes ont rallié la lutte, ne voulant pas être sous la protection de la police. Aujourd'hui, les questions sont nombreuses chez les travailleurs : pourquoi la lutte n'est-elle pas popularisée ? Les travailleurs sentent bien qu'ils ne pourront vaincre qu'en brisant l'isolement. Après l'intervention policière, aucune riposte n'est envisagée.

Autant de questions auxquelles il nous faut répondre. Unité autour de Tiss-Métal !

Correspondant REIMS

LUTTES OUVRIÈRES

Merlebach : la CFDT doit publier un document

UNE PREMIERE INITIATIVE POUR FAIRE LA VERITE

Cinq semaines après la mort des seize du puits 5, l'activité des puits est normale. Activité normale, c'est-à-dire dans l'insécurité, comme en témoigne l'éboulement qui a valu à un mineur marocain 45 jours d'hôpital.

La direction des HBL a présenté dans une conférence de presse, une nouvelle version des faits, destinée surtout à répondre aux accusations des mineurs et des syndicats CGT et CFDT, montrant sa responsabilité écrasante.

Elle doit tenir compte de la volonté de faire la vérité et de la colère contre cet

assassinat collectif, qui n'ont rien perdu de leur vigueur. Dans les puits et dans les cités, à Merlebach et ailleurs, on continue à discuter de ce qui s'est passé, on demande des nouvelles ; l'intérêt est vif, la solidarité manifeste, quand les militants du PCRM proposent l'édition spéciale, dont plus de douze cents exemplaires ont été diffusés.

La volonté de faire la vérité elle, s'est traduite aussi par le débrayage spontané de quatre cents mineurs du puits 5, au moment de l'hommage rendu par le congrès des mineurs CFDT, il y a une

quinzaine de jours, et aussi par l'action que mènent les veuves et les familles pour imposer le respect de leurs droits.

Partout l'avis est unanime : on ne peut faire aucune confiance à l'enquête officielle. Si on veut répondre à cette aspiration profonde de ne pas laisser cet assassinat impuni, il faut imposer la seule voie possible : c'est aux mineurs de faire eux-mêmes la vérité.

Une première initiative dans ce sens va être réalisée par la section CFDT : la publication d'un document, sorte de livre blanc, rassemblant de nombreux témoi-

gnages recueillis auprès de mineurs présents au fond et de sauveteurs.

Mais ne faut-il pas aller plus loin et permettre à tous ceux qui veulent faire la vérité — les mineurs, les familles, d'autres travailleurs — de se rassembler, de prendre des initiatives, pour faire éclater au-delà des faits précis, des responsabilités écrasantes des HBL, la culpabilité du système d'exploitation lui-même ?

Nous avons discuté avec des militants de la section CFDT, dont un délégué mineur, de cette initiative de publier un document sur la mort des seize.

— Quotidien du Peuple : Où en est-on aujourd'hui ?

— C'est d'abord la remise en ordre des chantiers, et ce n'est pas facile quand la mine a été arrêtée de nombreux jours. L'incendie a été maîtrisé mais il y a encore des difficultés dans de nombreux chantiers.

Il s'est produit d'ailleurs un éboulement très important et un mineur marocain devra rester 45 jours à l'hôpital.

— QdP : Où en est l'action des mineurs ?

— Elle continue sous diverses formes, et d'abord pour le paiement du chômage technique imposé par la direction aux mineurs de Reumaux, qui dans leur majorité avaient refusé les mutations vers d'autres puits.

Il y a aussi l'action sur le puits 5 et la CFDT a décidé de publier un document pour faire la vérité sur cette affaire.

— QdP : Qu'y a-t-il dans ce document ?

— D'abord de nombreux témoignages nouveaux de mineurs présents au fond au moment de l'explosion. Ces témoignages, les militants et délégués CFDT les ont recueillis et rassemblés progressivement. Dans ce document, ce sera la remise en cause de toute la conduite des opérations, des erreurs impardonnables qui ont été commises.

Il y a aussi des femmes, les veuves qui ne se laissent pas faire ; par exemple, l'une d'elles est allée trouver un ingénieur pour lui demander des comptes, alors que les HBL prétendent ne plus lui accorder ses droits. Aujourd'hui, les familles prennent conscience.

Dans ce document nous rappellerons aussi toutes nos interventions, par exemple pourquoi les délégués sont intervenus pour empêcher la descente au fond du poste d'après-midi.

— QdP : Qu'est-ce qui a changé aujourd'hui ?

— D'abord, un changement dans la mentalité des mineurs, une prise de conscience des dangers que l'on court à la mine. Également, une plus grande prudence dans certaines opérations. Il

n'y aura plus de feux à Merlebach car maintenant chaque mineur va contrôler ce qui se passe.

La direction est obligée de tenir compte de tout cela, de revoir la sécurité. Par exemple, l'eau, les vannes ont été installées partout où ça manquait. Des plaques de cuve sont

prévues pour boucher les «tubbing» en cas d'ennuis, alors qu'il n'y en avait pas auparavant. C'est justement ce couvercle que les seize confonctionnaient quand ils ont été tués par l'explosion.

On a aussi vu récemment, quand un éboule-

ment s'est produit (pas très important en apparence mais qui mettait en cause l'exploitation car il bloquait le courant d'air). Avant, il aurait fallu intervenir plusieurs fois sans être sûrs du résultat. Mais là, dès que le délégué mineur est intervenu, ils ont fait descendre un ingénieur divisionnaire et le lendemain le travail commençait. Aujourd'hui, la direction a peur.

— QdP : Au-delà de l'accident, il y a toute une réflexion sur le salaire au rendement, sur le sort réservé actuellement aux mineurs ?

— C'est le rôle du syndicat de faire réfléchir les mineurs, par exemple sur le rendement. Ce qu'on voit aussi, c'est que de plus en plus, la mine est déshumanisée, que le mineur n'est pas respecté. De toute façon, avec le capitalisme c'est impossible. Il n'y a que le socialisme qui pourra assurer le respect des mineurs.



POLITIQUE

CORSE : JOURNEE «ILE MORTE»

La journée île morte organisée en Corse à l'initiative du Comité Anti-Répression, soutenu par l'APC a été massivement suivie. Tous les commerçants avaient fermé boutique, il y avait 60 % de grévistes dans les postes. A Bastia, seules 2 pompes à essence étaient ouvertes. Il y avait hier soir à Bastia un meeting à l'appel de Fronte Corsu avec la participation de l'APC et d'autres mouvements autonomistes, pour discuter de la poursuite de l'action de soutien aux cinq militants hospitalisés à l'hôpital pénitencier de l'Antiquaille à Lyon.

Deux des détenus corses ont été mis sous perfusion contre leur volonté, rappelons que cela fait près de vingt jours qu'ils poursuivent leur grève de la faim. Des télégrammes de soutien leur parviennent tous les jours, comme celui de la Fédération des Groupements corses des Bouches du Rhône qui demande leur libération immédiate. Dans la nuit de lun à mardi, deux camions de la Télévision Française ont sauté, ils devaient retransmettre l'émission de Danièle Gilbert : «Midi Première...»

LA POLICE FRANÇAISE COLLABORE AVEC LA SAVAK, LA GESTAPO IRANIENNE

Mettant à profit l'attentat contre le chef de la SAVAK en France, la police française a engagé une vaste opération de répression contre les étudiants iraniens en France, opposants au régime fasciste du shah.

Le complot de la police française apparaît dans toute son ampleur. Après l'arrestation arbitraire de 6 militants iraniens dont deux sont détenus à la prison de la Santé sous l'inculpation de tentative d'assassinat et quatre sont expulsés alors qu'ils sont les principaux témoins à décharge, la police a procédé à de nouvelles arrestations et perquisitions.

Perquisition au domicile d'un des expulsés : Arefi, en l'absence de son épouse. Il

y a eu plusieurs autres perquisitions hier matin à Paris chez des militants iraniens. A Grenoble, il y a eu deux perquisitions, sans mandat du juge d'instruction semble-t-il, et trois interpellations. Les avocats n'ont pas eu d'explications de la part de la police.

Il apparaît que cette affaire est l'occasion d'étendre la répression contre tous les iraniens de la communauté iranienne en France.

Les étudiants iraniens à Sacramento (USA) et à Rome ont commencé une grève de la faim de protestation contre cette opération de répression conjointe Savak-police française.

COMMUNIQUE DE L'UEIF

La police française en collusion avec la police politique criminelle (Savak), du régime fasciste du Chah d'Iran, poursuit son entreprise de chasse aux démocrates anti-fascistes iraniens.

Après les perquisitions et l'arrestation arbitraire à Paris de 6 militants iraniens dont 4 ont déjà été expulsés de France et 2 autres emprisonnés à la Santé à Paris, la police française vient d'arrêter de nouveau ce mardi 9 novembre 1976, à 8 H du matin à Grenoble 3 étudiants iraniens.

Au moment où nous écrivons ce communiqué, il nous est totalement

impossible de dire ce que sont devenus ces 3 camarades.

Exigeons la libération immédiate de tous les patriotes iraniens arbitrairement emprisonnés.

Exigeons le retour sur le champ en France de nos camarades expulsés injustement.

Que cesse immédiatement le complot ourdi par l'impérialisme français en collusion avec le régime sanguinaire du Chah contre les démocrates anti-fascistes iraniens.

Union des Étudiants Iraniens en France
Section de Grenoble

Les avocats dont le nom suit : M^e Beauvillard, M^e Hignard, M^e Hignon ont adressé un télégramme à M. Foch, juge d'instruction, cabinet 97, Palais de Justice Paris.

Avons appris ce matin perquisition domicile époux Arefi en l'absence de Mme Arefi. Avocats Takbiri-Oskoui faisons toute réserve résultats cette opération policière menée 7 jours après interpellation Arefi et trois jours après son expulsion.

Sentiments déferents.

Mozambique

A GENEVE, IMPASSE SUR LA DATE DE L'INDÉPENDANCE

Alors que Richard, président britannique de la conférence de Genève a fait un rapport lundi à son gouvernement, il ne semble pas que de grands progrès aient été faits sur la question de la date de l'indépendance, fixée comme préalable à tout autre point par les mouvements de libération.

Dans un vain effort de propagande hypocrite, les racistes prétendent actuellement faire un programme de «réformes sociales» en faveur des Africains. «Réformistes» qui oppriment et surexploitent le peuple depuis près d'un siècle et continuent à massacrer les paysans et à brûler les villages. Smith ne fera pas croire à sa conversion, d'autant plus que deux colons blancs viennent d'être condamnés pour avoir vendu des terres à des Africains en infraction à la loi de «partage» des terres.

Une unité de femmes pendant la guerre de libération



Victoire de l'armée populaire qui repousse les racistes à la frontière

Un communiqué de l'Agence de Presse du Mozambique annonce l'échec total de l'agression des troupes racistes de Rhodésie la semaine dernière. Dans les provinces de Tête, de Gaza et de Manica, les racistes ont été repoussés à la frontière. Alors que le régime de Smith prétendait exercer un «droit de suite» sur des camps de guerilleros, le Mozambique indique que les racistes se sont essentiellement attaqués aux habitations et aux voies de communication, pratiquant massacres et pillage.

Avec cette agression, les colons de Rhodésie en pleine conférence de Genève voulaient détourner l'attention de la lutte du peuple du Zimbabwe, mettre en avant la thèse de l'intervention directe du Mozambique. Ils voulaient porter la guerre dans toute la région pour provoquer une intervention

● **ANGOLA :** Dans le Sud du pays, des combats se poursuivent toujours entre des troupes de l'UNITA et des troupes gouvernementales soutenues par des soldats cubains.

impérialiste et internationaliser le conflit. Ils viennent de subir un cuisant échec sur le terrain. Repoussés du Mozambique, ils devront faire face à la lutte armée du peuple au Zimbabwe. De nombreux pays du tiers monde ont apporté leur soutien au Mozambique. La réunion des pays de première ligne a également violemment condamné cette a-

gression. Au sujet de cette agression, le commentaire du Renmin Ribao, réaffirmant le soutien de la Chine à la lutte des peuples d'Afrique Australe, écrivait dimanche : «*Tout cela prouve le caractère mensonger du verbiage sur le «bon voisinage et l'amitié» avec les pays africains et sur la volonté de régler le problème de l'Afrique Aus-*

trale par la voie de «négociations pacifiques», verbiage familier au régime sud-africain de Vorster et au régime rhodésien de Smith. Les tactiques des racistes blancs si variées soient-elles, visent le même but. Le couteau dans la poche, ils recourent toujours à la répression armée contre-révolutionnaire pour dominer les peuples africains.

Irlande

LE PROCES DES MURRAY

On attend toujours le verdict des juges après le procès en appel des Murray, qui avait lieu le 1^{er} novembre.

Certains éléments donnent à penser qu'il y a une lueur d'espoir pour que les Murray ne soient pas pendus : les juges étaient d'accord, au début pour les faire exécuter rapidement. Il semblerait que la pression inter-

nationale joue (ambassade d'Irlande attaquée à Madrid, bureaux de l'EIRE à Genève (Nations Unies) occupés, présence de trois avocats étrangers lors du procès,...) comme le faisait remarquer, dimanche, un journal de Dublin soulignant le fait que des protestations s'élèvent de partout dans le monde. De plus, lors du procès du 1^{er}, le procureur n'a plaidé que durant une heure, ce qui est très bref.

D'autre part, un membre de l'Unité de Londres de l'IRA (Provisoire) a été condamné à vingt ans de prison, accusé d'avoir posé des bombes incendiaires.

● IRLANDE :

Au Nord de l'Irlande, une patrouille britannique est tombée dans une embuscade tendue par l'IRA (Provisoire) lundi : un véhicule blindé a été incendié, les troupes d'occupation ont été prises sous le tir des patriotes.

ESPAGNE : LA POLICE TIRE SUR UNE MANIFESTATION OUVRIERE : 18 BLESSES

A Bilbao, dans le pays basque, la police a tiré sur une manifestation de soutien à la grève des ouvriers du bâtiment : dix-huit personnes ont été blessées par des balles en caoutchouc.

Face à la montée des luttes de la classe ouvrière, notamment contre le plan d'austérité de Suarez, le régime de Juan Carlos déploie la répression intense faisant licencier et emprisonner les responsables syndicaux, tentant de briser toutes les tentatives de manifestations ouvrières.

La réalité de l'Espagne de Juan Carlos, la voilà. Derrière la façade «démocratique» que se donne le régime fasciste, la répression violente contre la classe ouvrière se développe.

Nouvelles des pays de l'Est

Le gaz soviétique asphyxie l'Europe

À l'heure actuelle le gaz naturel représente plus de 20 % de l'énergie consommée dans le monde, alors qu'en 1950 le pourcentage avoisinait 1 à 2 %. C'est seulement à partir des années 55-60 que l'on vit les premières usines de traitement, de liquéfaction etc... Elles faisaient suite à la découverte de gisements très importants en Europe, en Afrique du Nord et surtout en URSS. A tel point qu'à l'heure actuelle l'URSS détient les plus grandes réserves avec 18 500 milliards de mètres cube (20 100 pour la CAEM) soit environ le tiers des réserves mondiales estimées à 60 000 milliards de mètres cube. Les pays de l'Est sont largement dépendants de Moscou puisqu'ils reçoivent déjà entre 14 et 15 milliards de mètres cube (contre 5 en 73). Pour ce faire, lors de la 29^e session du CAEM-COMECON réunie en juillet 75 à Budapest, «il» a été décidé que 9 milliards de roubles seront réservés pour la mise en valeur des ressources des matières premières soviétiques. Concrètement, c'est entre autres l'accord multilatéral du 2-6-74 signé par la Bulgarie, la Hongrie, la R.D.A., la Pologne, la Roumanie, l'URSS et la Tchécoslovaquie, qui a pour but l'exploitation du gisement de gaz d'Orenbourg et la construction d'un gazoduc de 2 750 km allant jusqu'à la frontière occidentale de l'URSS. Sa capacité sera de 28 milliards de mètres cube par an, mais il achèvera 15 milliards de mètres cube pendant vingt ans au prorata de la contribution des pays signataires. La Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la R.D.A. doivent construire elles mêmes un tronçon de 500 à 600 km. Pour le reste, Moscou importe la main d'œuvre : 6 000 Tchécoslovaques, 7 000 Polonais, 5 000 Bulgares, 5 500 Hongrois, 6 500 Allemands de l'Est. En tout 30 000 ouvriers producteurs de plus-value. Cette exploitation, c'est ce que l'URSS appelle «l'intégration économique».

Dans ce domaine l'Europe de l'Ouest est directement partie prenante puisqu'en 71, la firme allemande Mannestam s'est engagée à livrer à l'URSS 1,5 million de tonnes de tubes de gazoduc et qu'en 1973 un consortium de banques ouest-allemandes a accordé à l'URSS un crédit de 1,5 milliard de DM pour payer une livraison de 950 000 tonnes de conduites, de matériel d'extraction, fournis par l'industrie allemande. Le remboursement se fera par des fournitures de gaz. D'autre part, en plus de l'Italie qui se livre au même genre d'échange, en France la société Vallourec fournit pour 615 millions de tubes d'acier à l'URSS. Maintenant, il existe un projet de gazoduc très important qui apportera du gaz d'Iran à Paris via Moscou (13 milliards de mètres cube sur 6 000 km).

Dès 1980 la France recevra quatre milliards de mètres cube de l'URSS et 3,3 milliards de gaz iranien. Si les pays de l'Est sont dépendants ceux de l'Ouest le deviennent aussi en acceptant le paiement en matières premières. «Le pape des gazoducs» coûte extrêmement cher : selon les calculs d'économistes tchécoslovaques, l'amortissement du gazoduc «Druzby» sera de 70 années. Il entrainera, sur les 1 200 kilomètres de traversée en Tchécoslovaquie, la perte de dizaines de milliers d'hectares de terres inutilisables : destruction de forêts, de rivières, etc. La population qui habite à côté du tracé est menacée (pression élevée, température de 70 à 80 degrés). En URSS, sur une conduite de 300 kms traversant une région où il n'y a pas un seul village, il se produit chaque année une trentaine d'accidents... Il est facile d'imaginer le danger couru dans les régions peuplées.

Tchécoslovaquie

Milan Huebl a commencé une grève de la faim, le 1^{er} novembre à la prison d'Ostrava. Il proteste contre l'attitude des autorités vis à vis de ses enfants qui sont obligés de cesser leurs études. M. Huebl a été condamné en 72 à six ans et demi de prison pour «subversion» (QDP du 20-10-76). D'autre part Jan Tesar - condamné à cinq ans et demi de prison au même procès que Huebl - a été libéré il y a une vingtaine de jours. Il serait très malade et hospitalisé en Moravie. Les prisons de Husak sont tellement «accueillantes» qu'il n'est permis à personne de penser qu'elles sont la cause de la maladie de Tesar.

Bulgarie

Selon l'A.F.P. la banque bulgare du commerce extérieur a signé à Londres un contrat d'emprunt de 100 millions de dollars sur cinq ans, avec la Banker Trust International. Ce crédit venant de 32 banques est destiné à financer des importations de biens d'équipement.

Jan Rolde.

THAÏLANDE : INTENSIFICATION DE LA LUTTE ARMÉE

Les chiffres de l'armée régulière de libération de la Thaïlande s'élevaient aujourd'hui à près de 10 000 combattants rapporte APS. Depuis le coup d'Etat, les opérations de harcèlement se sont intensifiées, dans le Nord, le Nord-Est et le Sud du pays ; en moins d'une semaine, les «forces de sécurité» réactionnaires ont eu 14 morts et 6 blessés ; par ailleurs 11 autres membres de l'appareil d'Etat fasciste ont été mis hors de combat. L'intensification de la lutte intervient à un moment où l'opposition démocratique rallie massivement le camp populaire, particulièrement les étudiants. Cela inquiète les fascistes au pouvoir qui ont décidé de donner au chef de l'armée «tout pouvoir pour mobiliser les forces armées, la police et les autorités civiles... pour assurer rapidement le maintien de l'ordre». Une preuve que cet ordre fasciste a bien du mal à «s'établir».

INTERNATIONAL

Liban

LES TROUPES SYRIENNES EN ROUTE VERS BEYROUTH

Les troupes syriennes s'apprentent à entrer dans Beyrouth, dans le cadre de la force de paix arabe, dont elles constituent les deux tiers des effectifs. A Bhandoum et à Sofar, deux villes situées à l'Est de la capitale, les blindés et des camions chargés de pièces d'artillerie sont prêts au départ.

A Aley, la ville où s'était organisée la résistance la plus vigoureuse contre l'offensive syrienne, il y a un mois, les forces syriennes ont entrepris le démantèlement des barrages que les forces patriotes libanaises et les combattants palestiniens avaient installés pour résister à l'avance des troupes syriennes.

«NOUS NE VOULONS PAS D'ÉTAT D'URGENCE»
C. Joublatt

L'arrivée des troupes syriennes à Beyrouth s'accompagnerait, rapporte radio-Beyrouth de l'instauration d'un état d'urgence et de mesures de couvre-feu. «Je suis opposé à toute déclaration de l'état d'urgence, car elle signifierait une restriction des libertés publiques et présenterait des dangers énormes dirigés contre la Révolution Palestinienne ainsi que contre les objectifs nationaux et arabes du peuple libanais», a déclaré Kamal Joublatt, l'un des responsables du mouvement national libanais.

Ainsi la drôle de paix qui se met en place au Nord —encore traversée d'affrontements violents à Beyrouth et dans la région de Tripoli, où les fascistes tentent de conquérir du terrain— se tourne dangereusement contre les peuples libanais et palestiniens. La poursuite de l'agression sioniste au Sud pose aux régimes arabes la question de réaliser l'unité, manifestée au sommet du Caire, en prenant toutes les mesures pour mettre un terme à l'agression sioniste. Sinon la drôle de paix du Liban ne préparerait que la guerre et les divisions profondes du monde arabe dont profitent l'agresseur sioniste et les super-puissances.

● NAISSANCE DE LA PREMIERE COMPAGNIE DE FEMMES COMBATTANTES PALESTINIENNES :

L'OLP a organisé, le 3 novembre, un rassemblement pour célébrer la naissance de la première compagnie de femmes combattantes palestiniennes. Abou Ayad, membre du Comité Central du Fath, a déclaré à cette occasion : «La fondation de la compagnie féminine palestinienne a rompu avec l'ancienne idée de ne pas croire à la grande capacité des femmes. Chaque Palestinien doit se réjouir de voir nos sœurs prendre les armes».

Des sénateurs US ne peuvent visiter une usine nucléaire sioniste où il y a assez de plutonium pour fabriquer 20 bombes

Une délégation de 13 sénateurs américains chargés d'enquêter sur les garanties données par Israël concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire, vient d'être tout simplement éconduite : le gouvernement israélien lui a refusé l'accès aux installations situées dans le Neguev, à Dimona. Des sources proches du Congrès américain estiment que cette unité a déjà produit assez de plutonium pour fabriquer 20 bombes atomiques. Ce fait illustre bien la complaisance dont fait preuve l'impérialisme américain à l'égard des sionistes, tout en tenant des discours sur la non-prolifération des armements nucléaires. Mais un pas de plus a été franchi dans la mesure où le journal «Maariv», reflétant le point de vue du gouvernement sioniste revendique le droit d'utiliser l'énergie nucléaire comme bon lui semble : Israël a beaucoup d'intérêt au développement de l'énergie atomique à des fins pacifiques, mais les réalités politiques, et celles de sa sécurité l'empêchent de se détourner d'une recherche atomique à des fins multiples. En attendant, les Etats-Unis s'apprentent à lui livrer deux nouveaux réacteurs. Cette prolifération là ne gêne pas Kissinger.

PALESTINE OCCUPEE

Les autorités israéliennes viennent d'assassiner Abou Ali (Khalil Moustapha Awad), responsable de la Résistance Palestinienne à l'intérieur. La

montée de la lutte des masses palestiniennes contre l'occupation ne fera que se renforcer après ce nouvel assassinat.

Vietnam

UN VILLAGE DE LA NOUVELLE ZONE ECONOMIQUE

D'APRÈS LE COURRIER DU VIETNAM

A la libération, il y avait un million de chômeurs, rien qu'à Saïgon, plus les 400 000 officiers et soldats des troupes fantoches. Pour le pouvoir révolutionnaire, cela représente un fardeau énorme dont il faut se débarrasser. C'est ainsi qu'il a décidé d'aider une partie de la population urbaine à regagner leur village natal ou à aller s'établir dans les nouvelles zones économiques pour participer à la production agricole.

A gauche du chemin, il y a maintenant quatre ou cinq kilomètres de petites maisons couvertes de tôle en fibrociment, entourées de jardins verdoyants. A droite, c'est le siège du Comité populaire communal, l'école, le poste médico-sanitaire, les magasins d'Etat d'alimentation et d'articles de ménage, le terrain de sports, le marché. Derrière, les champs.

Un village pour cinq mille personnes dont la plupart avaient fait on ne sait combien de métiers différents ; cinq mille personnes dont il faudra aussi soigner les mala-

diés, organiser les études. Le plus dur pour Tâm et ses camarades était qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes car le pays, qui venait de traverser une guerre à la fois longue et acharnée, se trouvait aux prises avec de multiples difficultés et ne pouvait leur fournir ni tout les matériaux dont ils avaient besoin, ni beaucoup de moyens mécaniques pour accomplir la première partie de leur travail : construire dans un bref délai quelques milliers de maisons.

Sur une suggestion de Tran Cong Tam, nous ren-

«A Tan Hung, un village... à 40 kms au Sud Est de Saïgon, nous sommes accueillis par Tran Cong Tam, le président du Comité populaire...». «Quand je suis venu ici pour la première fois, cette région ressemblait encore à un champ de bataille... mes cinq camarades et moi qui avions pour mission d'installer un nouveau village pour les Saïgonnais, nous devions marcher sur la pointe des pieds de peur de fouler quelque mine...»

ons visite à une famille qui habite une maison sur le bord de la route.

Le Loi est un des premiers citoyens du 1^{er} hameau.

A Tan Hung, ils ont été accueillis avec empressement : les cadres communaux sont venus jusqu'à la voiture, les ont aidés à transporter leurs bagages. Ils les ont ensuite conduits à leur nouvelle maison (près de 40 mètres carrés) entourée d'un jardin de 2000 m² soigneusement nivelé au bulldozer, et muni d'un puits. Ils leur ont fourni sur le champ du riz, du sel, du pétrole, des instruments ara-

toires, des semences, de jeunes arbres... Près de mille familles qui étaient venues en même temps qu'eux ont bénéficié des mêmes mesures.

«Au début, on était vraiment découragé. Ma femme et les enfants voulaient à tout prix retourner à Saïgon. Mais j'ai tenu bon.

D'abord il fallait s'occuper de notre propre jardin. Et il a fallu pour ça écraser chaque motte de terre, ramasser chaque pierre, chaque éclat d'obus, déterrer les vieilles racines... Regardez tout ce qu'on a récolté (il nous montre du doigt des ferrailles entassées à un bout de la maison). Et il en reste encore pas mal.

C'est vraiment dur. Mais aujourd'hui quand je vois ces arbres qui poussent, les enfants qui s'en vont à l'école chaque matin ou qui étudient autour du lumignon le soir, je me félicite d'avoir su persuader ma femme de rester. D'autant plus que je suis sûr que dans quelques mois, quand on aura remis en valeur le champ que nous voyez là en face, on aura certainement une belle récolte. J'ai plus que jamais confiance dans l'avenir et je sais que notre vie sera désormais attachée à Tân Hung».



L'Allemagne de Schmidt

LES NAZIS RELEVENT LA TÊTE

Dimanche à Mannheim a eu lieu un meeting nazi, auquel participaient de nombreux anciens officiers hitlériens ; s'y joignirent des fascistes français, comme Duprat et Argoud ; ensemble, ils ont inauguré une stèle à la mémoire de Peiper. Alors que les lois sur les interdictions professionnelles avaient été présentées comme visant «tous les extrémistes», elles ont en fait uniquement servi à la répression des révolutionnaires et des progressistes, tandis que les nazis déjà présents dans l'appareil d'Etat et amnistiés, peuvent aujourd'hui relever la tête et parler haut, demandant une réhabilitation du nazisme et des camps de concentration.

De même, les deux généraux que le président Scheel a dû sanctionner parce que leurs sympathies nazies étaient trop évidentes, protestent, soutenus par l'opposition chrétienne démocrate ; un membre important de la démocratie chrétienne, Albrecht, président du Land de Basse Saxe, vient d'écrire une thèse de philosophie où il «défend moralement» l'usage de la torture. Si tous ces anciens et nouveaux nazis prennent la parole, c'est que le terrain est propice, car les méthodes des nazis sont amplement utilisées par la bourgeoisie allemande dans les prisons et les usines contre les révolutionnaires et les ouvriers.

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE : Organiser la mobilité de la main-d'œuvre et la déqualification

Le nombre des chômeurs en RFA approche le million, et 45 000 personnes se sont inscrites comme demandeurs d'emploi rien qu'en septembre. Sans compter le chômage partiel, qui se développe tandis que les offres d'emploi diminuent. Les instituts économiques prévoient une moyenne de 850 000 chômeurs pour 77.

Mercredi, le gouvernement doit proposer un projet de «lutte contre le chômage». En fait, ce plan, qui comprend trois volets, et s'adresse en priorité aux jeunes sans formation professionnelle, aux femmes, aux employés proches de la retraite, vise essentiellement à faire accepter à ces personnes particulièrement menacées par le manque

d'emploi de restrictions supplémentaires. Il prévoit :

- Une prime de 500 à 1 400 marks pour que les travailleurs au chômage depuis six mois acceptent un emploi moins bien payé que le précédent.

- Une aide de 6 000 marks maximum aux travailleurs qui accepteront de quitter leur région pour aller travailler ailleurs.

- Des subventions aux entreprises qui créeront des classes d'apprentissage et embaucheront des «cas sociaux».

Favoriser l'exploitation des travailleurs et lâcher quelques sous pour leur dorer la pilule, voilà ce que propose Schmidt pour «lutter contre le chômage».

L'URBANISME DE DEFFERRE À MARSEILLE

LES "CHATEAUX DE CARTES"
DU QUARTIER DES CARMES

PAR ROBERT RIVIERE

Samedi 30 octobre, à 23 h 30, dans le quartier des Carmes à Marseille, un «foyer-taudis» s'écroulait comme un château de cartes. Un vieux travailleur corse âgé de plus de 65 ans était tué.

Le quartier des Carmes n'est qu'une partie des quartiers immigrés de la porte d'Aix que la municipalité Defferre a commencé à détruire pour les remplacer par des immeubles luxueux et par un centre directionnel, poumon administratif du complexe de Fos.

Un couple avec un jeune enfant ont pu s'enfuir dès les premiers craquements; un autre vieux travailleur surpris dans son sommeil au quatrième étage s'est retrouvé au rez-de-chaussée avec son lit. «C'est par ce trou qu'il est sorti, m'expliquent plusieurs habitants du quartier, il a eu de la chance». Ce «trou» est une ancienne fenêtre de la seule façade restée debout, soutenue par un enchevêtrement de madriers de bois qui obstruent la rue voisine. Tout n'a duré que quelques minutes. «J'ai crié pour que les occupants sortent tout de suite, puis tout l'immeuble s'est fendu sur une largeur de plus de 40 cm, je suis aussitôt parti pour alerter les pompiers, mais quand je suis revenu l'immeuble n'était pas plus haut que le premier étage», explique le premier témoin. Un jeune immigré d'un immeuble voisin: «au début j'ai entendu un petit craquement, puis ça s'est accéléré, il y a eu comme un bruit de tonnerre, il y avait de la poussière partout dans la rue».

«L'INTERMINABLE
PLUIE»...

Ce nuage épais de poussière dans la rue révèle en fait les conséquences d'un abandon total de ces immeubles au délabrement le plus complet. Les cloisons, les planchers, les escaliers, tout n'était en fait depuis longtemps qu'un tas de poussière, avec des lézardes que des tapisseries antiques ne pouvaient plus cacher. Alors on peut toujours chercher hypocritement une cause pour cacher les vrais responsables comme tente de le faire «Le Méridional» de Gabriel Domenech accusant «cette interminable pluie qui aurait pu miner les fondements de la maison ou affaiblir la solidité des murs». Pour ceux qui en 73 lançaient des appels à la «ratonnade» généralisée, c'est la pluie qui est la véritable cause, et non pas la soif de profit et le mépris pour les travailleurs. Les belles maisons bourgeoises du Prado et de la Corniche n'ont rien à craindre elles de «cette interminable pluie».

DES MILLIERS
DE «CHATEAUX
DE CARTES».

Une fatalité due à la

pluie. Ici, personne ne le croit comme nous l'expliquent les familles immigrées du quartier. «Normalement, il y avait plus de quatorze personnes dans cet immeuble, heureusement que beaucoup n'étaient pas rentrées. Dans l'immeuble où je loge, explique un jeune, cela aurait été une boucherie; nous sommes à quatre et même à cinq avec des lits superposés dans une même salle, à 70 F le lit; et pas de douche, ni d'eau chaude». Depuis la nuit de l'accident, la police a fait évacuer les autres foyers voisins identiques à celui qui vient de s'écrouler. Spontanément des dizaines de travailleurs s'étaient attourés autour de la rue, bagages à la main. Nous discutons, les questions et les réponses sont traduites. «Où allez-vous loger maintenant?». Certains ont dû compter sur un ami, un cousin ou trouver une autre place dans un «hôtel plus solide». Presque tous sont manœuvres dans le bâtiment, toute leur vie ils construisent des immeubles neufs et sont parqués dans des taudis.

L'un d'eux qui a le «privilege» de partager



«clef» pour pouvoir entrer».

UN PROPRIETAIRE
TRANQUILLE

«Sur votre journal vous pouvez toujours marquer 70 F pour un lit, mais allez essayer de les encaisser, vous!» essaye de se justifier le propriétaire de l'immeuble juste en face de l'amas de pierres et de

que celui d'en face était lui aussi «soutenu», ce qui ne l'a pas empêché de s'écrouler. «Pourquoi faire des réparations, depuis bientôt deux ans la municipalité parle de tout raser alors?» déclare le propriétaire en nous quittant sans avoir le courage d'affronter la colère des locataires.

DIJOU-DEFFERRE
ET LEUR CONTRAT
LE PCF COMPLICE!

La destruction des quartiers immigrés de la Porte d'Aix fait partie du projet du contrat de programme de 600 millions signé par Defferre et Dijoud, contrat dont l'échec se concrétise de plus en plus chaque jour comme nous l'avons déjà montré dans les QDP des 22 et 23 octobre. Bien que les milliers de logements promis ne verront certainement jamais le jour, la phase de démolition des «quartiers immigrés» est maintenue. L'un après l'autre, les foyers sont fermés quand le danger qu'ils représentent devient trop évident. Mais nombreux sont rentabilisés jusqu'à la dernière seconde avant l'écroulement final. Et dans ceux là, la municipalité de G. Defferre tient une bonne place.

Presque toute la rue «des Enfants Abandonnés» appartient à la mairie qui loue les chambres disant les locataires de cette rue située à deux pas d'ici. «Cet immeuble aussi leur appartient,

nous versons les loyers à un concierge qui les transmet». Un rapide calcul nous montre que cet immeuble d'une vingtaine de chambres rapporte plus de trois millions d'AF par an. En fait la municipalité rachète pour détruire et, en attendant, ramasse le maximum d'argent en confiant la gestion à la tentaculaire Sonacotra.

«C'est un scandale d'oser louer des maisons pareilles!» publie sans honte «Le Provençal»; tandis que ceux qui cherchent à tout prix l'alliance avec Defferre au premier tour aux prochaines législatives affirment sous la plume de Jean-Noël Tassez dans «La Marseillaise»: «le drame c'est qu'il y a des gens pour en profiter. Des gens pour exiger de l'argent contre une petite place dans ce genre d'immeubles. Des gens pour profiter avec tant de rapacité avide du déracinement, du dénuement des autres». Pourtant les mêmes qui déclarent ça se préparent à faire voter les proies pour le rapace Defferre. Il est vrai que ce qui compte c'est l'application du programme commun, tout le reste, les travailleurs assassinés, c'est secondaire!

ENQUÊTE
«OUVERTE» A COUPS
DE BULLDOZERS ET DE
PELLES MÉCANIQUES

«Une enquête a été ouverte par la sûreté de Marseille pour déterminer les causes de cet accident», annonce «Le Méridional». En fait la Sûreté ne mènera aucune enquête, sinon elle aurait ordonné l'arrêt du déblaiement commencé dès le début de la matinée de l'accident. Dans chaque rue d'accès à l'immeuble, plusieurs flics empêchaient les habitants du quartier de passer au cas où les coups de bulldozers feraient tomber d'autres murs. «Vous ne pouvez pas prendre des photos, c'est trop risqué» nous dit un des flics. Avec l'aide des travailleurs immigrés, des photos seront pourtant prises. Plusieurs camions faisaient déjà la navette, un énorme bull les remplissant en trois coups. «Y a-t-il eu des victimes?» «Deux blessés et un qui est mort de suite après avoir été délogé». «Il n'y a aucun risque qu'il y ait encore quelqu'un dessous?» «Normalement non, il paraîtrait qu'il pourrait y en avoir encore un, mais c'est «un on dit», alors vous savez» me répond négligemment le responsable des travaux. «Mais alors pourquoi ne déblayez-vous pas à la pioche?» «Mais je vous dis que

c'est un bruit, il n'y a rien de sûr. D'ailleurs nous allons dégager tout ce secteur».

Ainsi, une seule chose compte, tout enlever le plus rapidement possible avant que trop de gens ne viennent voir d'eux-mêmes comment et avec quoi était construit ce cercueil à étages. Il n'est pas question de permettre aux évacués ou aux amis des victimes de récupérer le peu de biens ou leurs économies.

«Nous sommes tous volontaires» dit un travailleur algérien. Il sait qu'il peut compter sur la solidarité de tous les autres qui ont déjà exprimé ce désir. Déblayer rapidement, en tenant à l'écart les victimes en sursis a aussi ce but: empêcher que s'organise et s'exprime la solidarité, éviter que par cette solidarité s'organise la révolte. Tant pis si pour cela l'un d'eux est exhumé, d'un coup de bull! Signalons donc que les pompiers n'ont pas démenti qu'il puisse y avoir encore un corps sous les décombres, précisant simplement: «S'il y en a un, ce n'était pas un locataire de l'immeuble, on ne peut pas savoir qui c'était.» Bien sûr, avec les marchands de sommeil, le nombre exact de locataires est impossible à connaître.

LES CHAROIGNARDS DE
LA MUNICIPALITÉ
SOUÇIEUX DE LEURS
PROFITS.

Sachant que les locataires des taudis seraient partis d'eux-mêmes, la préfecture et la municipalité ont pris les devants en faisant évacuer 30 personnes. «La ville les prend en charge» s'est empressé de déclarer Defferre. La révolte doit être évitée, il ne faut pas que tous exigent d'être relogés ailleurs, déçoivent et à des prix correspondant à leurs bas salaires. Des millions sont à la clef!

En fait la municipalité n'a pas du tout l'intention de faire évacuer les immeubles qu'elle gère, c'est ce qu'exprimait l'un des fossoyeurs du chantier en prévenant les autres de «ne pas détruire les immeubles de la mairie, parce qu'ils semblent encore assez solides». Nous avons dit précédemment ce qu'il en était. Faire évacuer tout le quartier, ce serait mettre des centaines de travailleurs et leurs familles à la rue, bien que de nombreux logements restent vides à Marseille. Là apparaîtrait alors trop crûment la véritable politique «en faveur» des immigrés du couple Defferre-Dijoud.



Pour le Méridional, la «fatalité de la pluie»

une chambre avec son frère pour 130 F dans l'immeuble au pied duquel nous discutons explique: «à chaque pluie l'eau rentrait dans notre chambre, j'ai demandé au propriétaire de faire les réparations, il a refusé. Je cherche en vain un logement dans le quartier; les prix? une cuisine une chambre pour 400 F avec 2 000 à 4 000 F de

poutres. Son immeuble que nous voyons est soutenu par un savant édifice de ferrailles et de madriers, tout comme le mur voisin et des dizaines d'autres dans le quartier. «Ne croyez-vous pas que votre immeuble risque lui aussi de s'écrouler?» «Mais non, il est solidement soutenu vous le voyez bien» répond-il agacé, sachant très bien

DANS NOTRE COURRIER

A Lyon - Le Cinématographe

44, Cours Suchet - Tel. 37 24 84

Jusqu'au 15 novembre :

- « Histoire de Paul », film français de René Féret avec P. Allio (1974 - 80 mn)
- « Une infinie tendresse », film français de P. Jalland (1972 - 95mn)
- « Ce gamin-là », film de F. Victor.

Du 16 au 22 novembre :

- « Nashville », film américain de R. Altman (1975 - 160mn), V.O.
- « Céline et Julie vont en bateau », de J. Rivette, avec J. Berto, Marie France Pisier, Dominique Labourier, B. Ogier (1974 - 195mn).

Communiqué : Groupe 33 à Bordeaux

- Cellier des Chartons, 41, rue Borie-Bordeaux (près Place Picard). 12-19 novembre à 19 h 15 :

« Hölderlin, exil à Bordeaux »

- Théâtre Barbey, 21, cours Barbey - Bordeaux. 7-18 décembre 1976 :

« La vie imaginaire de l'éboueur Auguste Gea »
d'Armand Gatti

Le Vendredi, de 18 h 30 à 20 h 30, au Théâtre Barbey, cours d'initiation aux techniques d'expression chez l'acteur.

Groupe 33 - 61, rue Campeyrat
33000 BORDEAUX

« MAÎTRESSE AUXILIAIRE JE NE SAIS PAS OU JE VAIS »

Je me permets de vous écrire, en réponse à l'intervention de M. Haby, au sujet de la maîtresse auxiliaire qui s'est suicidée. Les affirmations sont fausses. De plus, il me paraît assez hypocrite de « faire comprendre » à quelqu'un « qu'il n'est pas à sa place », simplement en oubliant de lui donner du travail. Ne serait-il pas plus honnête et plus franc de le lui signaler. Mais nous n'en sommes plus à être francs !

Je suis moi-même maîtresse-auxiliaire, j'ai 22 ans et je ne sais pas où je vais, à part à l'ancienneté et à la patience.

Ci-joint un éclaircissement sur ma situation, et je suis encore parmi les privilégiés.

QUELLE SITUATION POUR L'AUXILIARIAT ?

Maîtresse-auxiliaire depuis février 75, remplaçant ou suppléant au gré du vent, et théoriquement en maths-sciences, j'ai enseigné des maths un mois en 75, puis en septembre 75, j'ai été placée pour l'année

scolaire en CPPN et CPA (anciennes classes pratiques) pour y enseigner absolument de tout ; enfin enseigner... sans aucune formation pédagogique et donc aucune formation spécialisée pour ces classes, où l'on se retrouve devant une vingtaine de garçons ou de filles de 15-16 ans, qui ne comprennent plus que la force et la contrainte. Et je suis restée... bien obligée. Car si je refuse un poste, on ne m'en propose pas d'autre. Et j'ai eu un nouveau poste à la rentrée (à mi-temps). Pour M. Haby, j'ai certainement eu de bonnes notes d'inspection ! Je n'ai vu qu'un conseiller pédagogique depuis le début, après une semaine de « patrouille » en CPPN garçons. A quelle note a-t-il bien pu m'estimer ? Encore m'a-t-il dit qu'il était là pour me conseiller et non pour me noter.

Et comment tout cela peut-il se terminer ? Est-ce pour me permettre de continuer mes études ? Avec des cours tous les jours à 200 km de la faculté ?

C. Côtes du Nord

front rouge

ORGANE CENTRAL
du
PARTI
COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste
Novembre 1976
N° 10 5 F



FRONT ROUGE VIEN DE PARAÎTRE

Passez vos commandes à Front Rouge
B.P. 68 75019 Paris

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du « Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme », ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- « Révolution et contre révolution en Argentine » de Gèze et Labrousse
- « La Chine de Mao » par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- « Les Temps Modernes » (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- « Mirésis » (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- « Librairie 71 », 24 rue J. Jaurès à Nantes.
- « L'Armitière », 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie « Tschann », 84, bd du Montparnasse à Paris.
- « Graffiti », 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie « Lirex », 16, rue Sainte à Marseille.
- « Jean Romes », 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie « Le grand jeu », 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- « La Clef », 21, rue de la clef, Paris 5^e
- « Olympic », 10, rue Boyer
- « Entrepot », 7, rue Pressensé
- « Seine Cinéma », 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRM, de l'UCJR, et au ciné-club « Printemps » à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain « le Quotidien du Peuple ».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de Versement :

- En une fois
- En trois fois

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

● Réception de la brochure « Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRM »

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

43^e épisode

En passant devant la fenêtre, il secoua bizarrement la main.

« Sans adieu », cria-t-il.

Marie-Jeanne se précipita et ferma la fenêtre. L'homme s'en alla d'un pas lourd. Sa démarche reprenait de l'assurance à mesure qu'il s'éloignait.

« Qu'est-ce que c'est? demanda Cordélia. Qui est ce? »

« Un dégoûtant », dit Marie-Jeanne.

Ses yeux brillaient.

« Je lui ai dit ses quatre vérités. Mais il reviendra... »

Elle parlait avec une sorte d'exaltation. Elle répéta :

« Ils reviennent toujours. »

Ce n'était pas la première fois qu'elle parlait à Cordélia d'un certain genre d'hommes qui la poursuivaient.

Des hommes mariés, avait-elle une fois dit, des vicieux... »

Elle n'avait jamais prononcé de nom. Le plus souvent, elle parlait collectivement; elle disait « eux », « ils », et d'elle-même, dans ses rapports avec « eux », « on », « vous », comme si elle n'était pas Marie-Jeanne, mais la femme en général :

« On leur dit : « Vous me dégoûtez. » Ils ne se vexent pas, ils sortent leur portefeuille, ils demandent : « Combien veux-tu? » On les chasse, ils vous sautent dessus, ils vous frottent le sale poil de leur museau contre le nez. Il faut taper dessus pour les faire sortir... »

Nous nous étions demandé, Cordélia et moi, si Marie-Jeanne ne parlait pas de périls imaginaires. J'avais même conseillé :

« Laisse tomber. Même à des ouvrières il arrive d'être névrosées. Le cœur pur que tu crois avoir découvert n'existera qu'en l'an 2050. Au demeurant, le travail à domicile n'est pas sain. Si Marie-Jeanne allait à l'usine, comme les autres filles de Bonmas, les moqueries de ses camarades auraient dissipé depuis longtemps les soupirants fantômes. Elle aurait couché avec Busard; cela éclaircirait le sang et dissiperait les humeurs... »

Mais ce matin de mai, Cordélia venait de surprendre chez son amie un des poursuivants.

« Qui est-ce? insista-t-elle. »

« Mon propriétaire, Jules Morel, le patron de Plastofarm. »

« Qu'est-ce que tu lui as fait? Il paraissait knock-down. »

« Je lui en ai dit de terribles! »

« Qu'est-ce qu'il écrivait sur son carnet? »

« L'addition des loyers que je lui dois. »

« Pourquoi ne paies-tu pas ton loyer? Tu m'as dit que ta mère et toi vous n'êtes pas dans la gêne. »

« C'est lui qui ne veut pas que je le paie. »

« Il n'est vraiment rien pour toi? »

« Chaque fois qu'il a voulu m'approcher, j'ai tapé dessus. »

« Il faut payer ton loyer, dit Cordélia. »

« Je ne peux pas, il refuse mon argent. »

« Envoie-lui un mandat. »

« Et la quittance? »

« Tu sais bien que le talon du mandat fait reçu, dit Cordélia avec indignation. »

« Il ne m'embête pas assez comme cela? »

La voix de Marie-Jeanne monta.

« Et tu voudrais encore que je lui donne de l'argent? »

(à suivre)

2^e FESTIVAL DE
THEATRE POPULAIRE DE
TRAVAILLEURS IMMIGRES
EN FRANCE

31 OCTOBRE - 15 NOVEMBRE 76

Le Quotidien fera paraître
prochainement
une enquête
sur la télévision

● Pourquoi l'éclatement de l'ancien ORTF. Un après, comment fonctionne la télé Giscardienne.

● Comment les révisionnistes et les partis de gauche envisagent-ils le problème après 78? Quelle est leur pratique à l'intérieur de la télévision et dans les luttes qui se mènent même en son sein?

● Les travailleurs et la télévision. Comment leurs luttes sont-elles rendues par les journaux télévisés? Quelles émissions regardent-ils?

Dans cette optique, nous invitons les lecteurs (travailleurs de la télé, ayant travaillé, ou simples téléspectateurs) à nous envoyer, au plus vite, leur contribution, témoignages, documents sur ce sujet.

Le deuxième festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés en France aura, cette année, une portée nationale. C'est une initiative de la Maison des travailleurs immigrés et de cinq organisations dont la CIMADE. Cette manifestation culturelle est organisée avec les différentes nationalités qui composent l'immigration.

Parmi les pièces de théâtre, mises en scène et jouées par les immigrés, «La Charette», qui raconte l'exode

rural et les problèmes des jeunes dans la ville. Les chants, tels que ceux présentés par la chorale tunisienne «U.G.E.T.» sont le plus souvent des complaintes folkloriques qui évoquent le pays d'origine et les difficultés de l'immigration. Parmi les films, «L'heure de la libération a sonné», documentaire sur le Dhofar, et plus inédit : «Pouce-Pouce», un film camerounais qui a suscité un large débat en Afrique.

Programme

ASNIÈRES-BOIS-COLOMBES

12 NOVEMBRE - 19 h - 23 h Film «O Salto» sur l'immigration clandestine portugaise
Petit théâtre (C.A.S) Le chanteur algérien Didène Tlemcani
16 place de l'Hôtel de Ville
Asnières

13 NOVEMBRE - 19 h - 23 h Le théâtre Tempo du Mulhouse présente :
Centre de rencontres «Mataram um emigrante»
72 rue Victor Hugo «Ils ont tué un immigré»
Bois-Colombes Groupe de musique Mass Devia

PARIS 20^e

13 novembre - Théâtre Mémilmontant - 15 rue du Retrait :
«Remparts d'argile», de Bertolucci - Projection du film suivie d'un débat.
«La Charette», pièce jouée par les Comédiens immigrés de Grenoble.

8 au 14 novembre -

Animation de rue sur le thème : Les enfants de travailleurs immigrés, la culture et l'école

Samedi 13 novembre, à 20 H, salle 55 bd de Belleville :
Soirée Afrique du Sud autour du film «La fin du dialogue».

LYON

10 novembre -

10, rue Lanterne (près des Terreaux)
20 h - Soirée musicale Maghrébine
Restauration - Bar.

programme télé

Mercredi 10 novembre

TF 1

13 h 00 - TF1 Actualités
13 h 35 - Les visiteurs du mercredi
18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - Gédéon
18 h 50 - L'île aux enfants
19 h 00 - Anne, jour après jour - feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF1 Actualités
20 h 30 - «Le Milliardaire», dramatique d'après le roman de M. de Saint-Pierre, adapté par R. Guez
22 h 00 - Psychologie, émission de J. Mousseau
23 h 00 - TF1 Actualités

A 2

13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Les après-midi d'Antenne 2
18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Il était une fois la caméra invisible
20 h 00 - Journal de l'A2
20 h 30 - Kojak, série policière américaine
21 h 25 - C'est-à-dire, magazine hebdomadaire de la rédaction d'Antenne 2
22 h 55 - Journal de l'A2
23 h 25 - Pour adultes, émission proposée et présentée par F. Chalais

FR 3

18 h 10 - Amphitheatre C.N.A.M.
18 h 45 - Feu rouge, feu vert
19 h 05 - Une façon de vivre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre : «Le Parti Communiste Français»
19 h 55 - FR3 Actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Un film, un auteur : «Le jour le plus long», film américain de guerre (reconstitution historique) produite par Darryl F. Zanuck (1961)
23 h 20 - FR3 Actualités

PALESTINE OCCUPÉE

LE COMBAT D'AL KHALIL

Par Yomna
EL KHALIL

Depuis le début du mois d'octobre, une lutte importante oppose la population de la ville d'Al Khalil en Cisjordanie et des autres villes et villages palestiniens aux colons sionistes. Bien que cette lutte ait commencé au sujet d'un lieu à caractère religieux, il ne s'agit pas d'une lutte confessionnelle. C'est une lutte des masses palestiniennes pour préserver leur identité culturelle, vivre dans leurs villes et villages. Elles s'opposent à toutes les mesures qui visent à effacer leur passé, leur culture et finalement à les chasser de leur pays. Les colons sionistes, au-delà de leur fanatisme religieux, cherchent avant tout à coloniser toute la région. Le combat d'Al Khalil est un combat marquant dans l'histoire de la lutte contre l'occupation sioniste. Il intervient après un an de soulèvement continu des masses palestiniennes vivant sous l'occupation. Cette situation a permis aux habitants d'Al Khalil de tenir tête aux sionistes et de créer des contradictions parmi les occupants. La solidarité qui s'est manifestée autour des habitants d'Al Khalil a créé une nouvelle situation : à chaque provocation contre une ville ou un village palestinien, c'est les masses palestiniennes de nombreux villages et villes qui ripostent. Cela forme un puissant obstacle aux projets de colonies que les sionistes comptent construire ces prochaines années.

Au début du mois d'octobre, à l'occasion de deux fêtes juives, une lettre est envoyée par des colons sionistes de Cisjordanie au ministère de la religion lui disant qu'ils ont l'intention d'aller prier dans deux lieux sacrés, l'un d'eux se trouvant à Al Khalil, et qu'il ne faut pas s'opposer à eux.

RIPOSTE IMMÉDIATE À LA PROVOCATION

Prétextant des fêtes religieuses, les sionistes cherchent avant tout à provoquer le peuple palestinien dans ses principales villes de Cisjordanie. Le 2 octobre, les colons appartenant à l'organisation Gosh Aymonim pénétrèrent à Al Khalil. Ils se dirigent tout droit vers la mosquée de la ville : là, ils tentent de détruire ce qui se trouve à l'intérieur. Tout près de la mosquée, des jeunes Palestiniens, âgés de moins de quatorze ans pour la plupart, assistent à cette arrivée. Ils accourent en direction des colons et cherchent à les chasser. Ils leur lancent des pierres. Les sionistes blessent alors plusieurs jeunes Palestiniens et détruisent divers objets de la mosquée. L'armée israélienne, toujours prête à intervenir contre le peuple palestinien, laisse faire les colons.

Sitôt la nouvelle connue, la population palestinienne se dirige vers la mosquée. Un rassemblement de plusieurs heures se tient. Le maire et les cheikh (chef religieux musulman) demandent à la population d'être calme et vigilante face aux provocations. L'armée israélienne intervient : elle impose le couvre-feu à la ville. Le 3 octobre, défiant le couvre-feu, les Palestiniens d'Al-Khalil descendent dans la rue et manifestent violemment contre l'occupation. L'armée poursuit les manifestants, opère des centaines d'arrestations et impose de nouveau le couvre-feu. Le gouverneur militaire menace de tirer sur toute personne qui sort de sa maison : trois personnes du camp de Tall al Zaatar seront blessées, dont une vieille femme pour avoir voulu sortir.

MANIFESTATIONS DANS LES AUTRES VILLES

Le même jour, des manifestations massives se déroulent dans plusieurs villes et bourgades de la Cisjordanie : A Naplouse, Ramallah, Ariha, Janin et Halhoul. Des messages de protestation contre les autorités sionistes et de soutien à la population d'Al Khalil arrivent de toutes les villes, villages et associations comme l'Association Familiale de Bireh.

Le 4 octobre, le couvre-feu est imposé à Naplouse, mais le gouvernement militaire veut obliger les commerçants de la ville à maintenir leurs magasins ouverts : ceux-ci protestent et font grève. Les manifestations se poursuivent dans les autres villes, à Jérusalem, Ramallah, Bethléem et à Kandilya. Bientôt, les masses palestiniennes de chaque ville élargissent leurs revendications : à Bethléem, des grèves sont déclenchées pour protester contre la colonisation à Chébet, près de la ville. A Kandilya, outre la protestation contre les provocations des colons à Al Khalil, les Palestiniens manifestent contre l'intervention syrienne au Liban.

NOUVELLES PROVOCATIONS SIONISTES

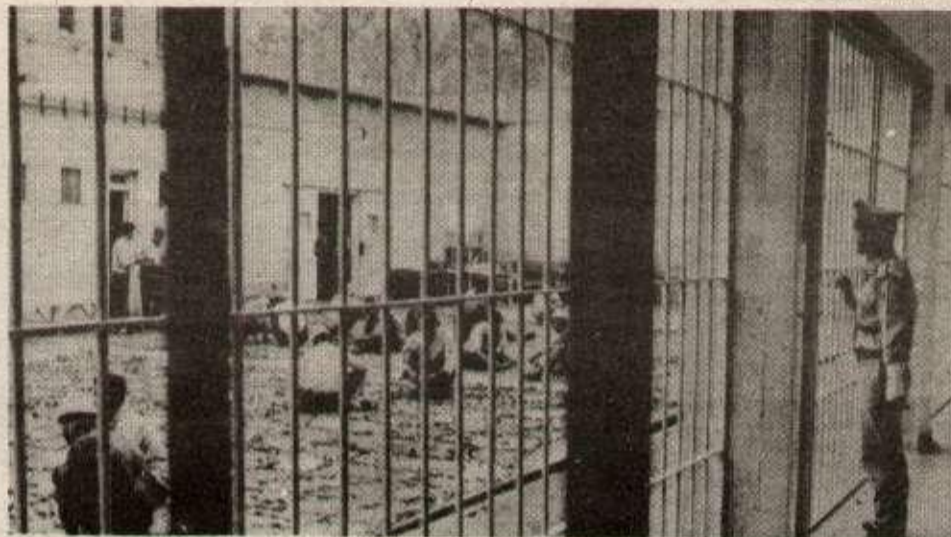
Devant l'aggravation de la situation, le gouvernement israélien décide de tenir une réunion spéciale pour envisager les mesures à prendre. En fait, le gouvernement a décidé d'aller lui-même manifester à Al Khalil avec les colons sionistes venus de toutes parts. Le 6 octobre, de 10 h 30 à 17 h, une manifestation qui n'est que du terrorisme à l'échelle d'un Etat, se déroule dans Al-Khalil. Plusieurs membres de la Knesset (Parlement israélien), plusieurs ministres dont Pérès, ministre de la Défense, et la plupart des partis israéliens se sont rejoints pour affirmer la présence israélienne dans une ville arabe. Les habitants d'Al Khalil vivent dans le cauchemar, enfermés à double tour dans leurs maisons, craignant de nouvelles agressions. Au même moment, des colons installés à Jérusalem provoquaient la population palestinienne de cette ville tentant de pénétrer dans leurs quartiers.

LA MOBILISATION CONTINUE

A Al Khalil, la population exige la libération de tous les Palestiniens arrêtés pendant ces événements. Des centaines d'arrestations ont été opérées dans toutes les villes lors des manifestations de soutien à Al Khalil. Une semaine après, tous les Palestiniens de moins de quatorze ans ont été libérés, mais les autres vont être jugés dans les semaines qui viennent. Après vingt jours de couvre-feu, la population d'Al Khalil est toujours mobilisée face au danger de colonisation d'une partie de la ville, de division de la mosquée en deux parties, qui est toujours présent.

EN PLEINE MOISSON, L'INTERDICTION D'ALLER AUX CHAMPS

Le couvre-feu a été imposé pendant plus de vingt jours à Al Khalil. Dans la dernière semaine, il était toujours interdit de sortir à partir de dix-huit heures. Le couvre-feu a pour premier but d'empêcher la riposte de la population. Mais c'est aussi le moyen de punir la ville entière pour son patriotisme.



Palestiniens dans les geôles sionistes

Pendant plus de vingt jours, en pleine moisson des olives et du raisin, la population d'Al Khalil n'a pu aller aux champs. Les patrouilles de l'armée ont été renforcées, les gardes-frontières sont venus massivement. Dans les rues, seuls les Israéliens étaient présents. La population a manqué de nourritures et de soins au début des événements.

SOLIDARITÉ NATIONALE AVEC AL KHALIL

Pour soutenir la lutte de la population d'Al Khalil, les autres villes et villages palestiniens lui sont venus en aide. Des tonnes de pains, de légumes et de fruits ont été envoyés par les Palestiniens, par l'intermédiaire de la Croix Rouge Internatio-

nale. Celle-ci les distribuait dans les maisons. Le Croissant Rouge palestinien a mobilisé une centaine d'infirmières et de médecins d'autres villes pour travailler dans les hôpitaux d'Al Khalil, où de nombreux blessés attendaient des soins. Des délégations sont venues de Gaza jusqu'à Halhoul, bourgade proche d'Al Khalil, apportant avec elles des médicaments et de la nourriture. Au même moment, la population d'Al Khalil, loin de se laisser abattre par les mesures terroristes des sionistes, réclamait l'ouverture de trois fours à pain.

A Al Khalil même, les habitants se sont montrés très unis entre eux en demandant à la Croix-Rouge Internationale d'aider d'abord les quartiers les plus pauvres, ceux des camps construits en 1948.

Affaiblissement dans le camp sioniste

Les colons de Gosh Aymonim sont bien connus des Palestiniens de Cisjordanie. Il y a quelques mois, ces colons ont décidé de s'installer dans un village près de Naplouse, ce qui a provoqué un grand soulèvement dans cette ville et dans toute la région. Depuis, ils n'ont cessé de provoquer les Palestiniens dans les grandes villes, comme à Al Khalil ; il s'agit pour eux d'un moyen pour tester la résistance des masses palestiniennes face aux projets de colonisation de la Cisjordanie.

Bien que l'ensemble de l'Etat israélien soit responsable des projets de colonisation (c'est lui-même qui les fixe et les planifie), la combativité des masses palestiniennes a aiguë les contradictions au sein même des autorités israéliennes. Rabin, ministre de l'Intérieur, accuse le ministre de la Défense, Pérès, de suivre une politique provocatrice face aux masses palestiniennes de Cisjordanie ; il l'accuse de soutenir les groupes extrémistes du genre Gosh Aymonim. Pérès s'en défend et accuse Gosh Aymonim d'insulte et de défi à l'armée israélienne. Devant leurs difficultés croissantes à maintenir leur domination, les sionistes ne peuvent rien faire d'autre que s'accuser mutuellement. Rabin, en accusant Pérès, veut faire admettre au gouvernement que la Cisjordanie doit être gouvernée par l'ensemble du gouvernement israélien et non seulement par le ministre de la Défense, comme cela est actuellement le cas. Pérès, en accusant Gosh Aymonim, veut ôter sa responsabilité dans les événements d'Al Khalil pour remplacer Rabin au ministère de l'Intérieur. Au-delà de ses querelles internes, ce que veut le gouvernement israélien, c'est montrer à l'opinion internationale que les colons de Gosh Aymonim ont agi sans son consentement. C'est pour cette raison qu'il s'est

mis à poursuivre Levinger, le chef de ces colons. Deux autres colons ont été arrêtés puis, immédiatement relâchés après le paiement d'une simple caution.

Si le gouvernement israélien a pris soin de regarder vers l'opinion internationale, c'est que l'ONU s'est intéressée aux événements d'Al Khalil, à la demande des maires palestiniens. Une commission d'enquête sur les événements a été exigée alors que celle créée par le gouvernement israélien n'a évidemment abouti à aucun résultat. La mise en accusation de Gosh Aymonim en la présentant comme seule responsable des événements d'Al Khalil, ne fait que refléter les difficultés du gouvernement israélien qui ne peut défendre publiquement ce qui n'est qu'un produit de sa politique.

Car c'est bien parce qu'il y a projet de colonisation en Cisjordanie, c'est bien parce qu'existe l'Etat sioniste, que Gosh Aymonim, organisation formée de nombreux sionistes arrivés récemment d'Union Soviétique, peut exister. Ce qui montre encore plus les liens entre le gouvernement et tous les groupes de colons, c'est le financement de ces groupes. Ainsi Gosh Aymonim est financée par le ministère des colonies, tout comme les autres groupes de colons.

C'est le gouvernement lui-même qui établit les projets de colonies à construire. Au moment où Rabin accusait Pérès et Gosh Aymonim, il dévoilait un projet de colonisation, à répartir entre tous les groupes sionistes.

Alors que l'ensemble des autorités sionistes sont d'accord pour coloniser toute la Palestine, c'est la combativité du peuple palestinien qui les oblige de plus en plus à reculer, à s'accuser mutuellement, révélant ainsi leur faiblesse grandissante.